



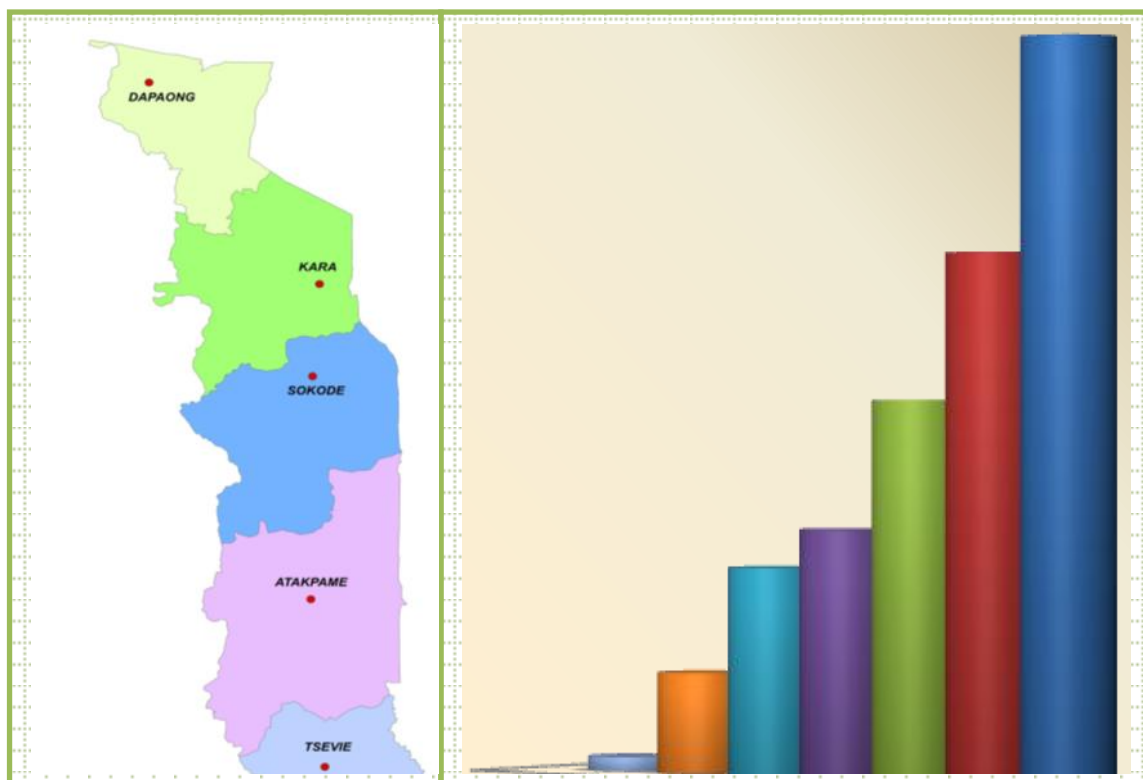
MINISTRE AUPRES DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHARGE DE LA PLANIFICATION, DU DEVELOPPEMENT
ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

DIRECTION GENERALE DE LA STATISTIQUE
ET DE LA COMPTABILITE NATIONALE

DIRECTION DE LA COMPTABILITE NATIONALE
ET DES ETUDES ECONOMIQUES

DIVISION DES COMPTES NATIONAUX
ET DE LA PREVISION

COMPTES NATIONAUX DU TOGO 2000 A 2007



Août 2013



TABLEAU DE SYNTHESE

Année	PIB au prix courant (en million de FCFA)	Taux de croissance nominal (en %)	PIB au prix constant (en million de FCFA)	Taux de croissance réel (en %)
2000	1 059 553	-	1 191 224	-
2001	1 085 734	2,5	1 201 033	0,8
2002	1 183 959	9,0	1 246 992	3,8
2003	1 226 968	3,6	1 330 792	6,7
2004	1 191 780	-2,9	1 317 768	-1,0
2005	1 202 931	0,9	1 256 277	-4,7
2006	1 228 528	2,1	1 289 570	2,7
2007	1 274 416	3,7	1 274 416	-1,2
2008	1 482 360	16,3	1 326 186	4,1

TABLE DES MATIERES

LISTE DES TABLEAUX.....	6
LISTE DES GRAPHIQUES.....	7
LISTE DES ANNEXES	8
SIGLES ET ABREVIATIONS.....	9
AVANT-PROPOS	10
INTRODUCTION	12
SYNTHESE DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE AU COURS DE LA PERIODE 2000-2006	13
CHAPITRE 1 : ANALYSE DES DIFFERENTS SECTEURS D'ACTIVITE	17
1.1. Secteur primaire	17
1.1.1. Agriculture vivrière.....	18
1.1.2. Culture de produits pour l'industrie et l'exportation.....	19
1.1.3. Autres branches du secteur primaire.....	20
1.2. Secteur secondaire.....	21
1.2.1. Industries extractives	22
1.2.2. Industries manufacturières	23
1.2.3. Electricité, Gaz, Eau	27
1.2.4. Construction.....	28
1.3. Secteur tertiaire	28
1.3.1. Services marchands.....	29
1.3.2. Services non marchands.....	33
CHAPITRE 2: EVOLUTION DES EMPLOIS DU PIB ET IMPOTS ET TAXES.....	35
2.1. Consommation finale	36
2.1.1. Consommation finale des ménages.....	36
2.1.2. Consommation finale publique	37
2.2. Investissement total.....	39

2.3. Echanges extérieurs.....	40
2.3.1. Exportations de biens et services	41
2.3.2. Importations de biens et services	44
2.4. Les droits et taxes à l'importation.....	46
CONCLUSION.....	48
ANNEXES.....	49
ANNEXE 1 : RESUME METHODOLOGIQUE	49
1.1. Déroulement des travaux d'interpolation des comptes nationaux.....	49
1.2. Caractéristique du modèle TABLO.....	49
1.3. Projections et arbitrages des comptes nationaux	50
1.4. Nomenclature.....	51
1.5. Calcul des agrégats à prix constants (base 100 en 2007): chaînage des indices ...	51
1.6. Les services impliqués dans les travaux	52
1.7. Difficultés rencontrées.....	52
ANNEXE 2: PRODUCTION PAR BRANCHE.....	53
ANNEXE 3: VALEUR AJOUTEE PAR BRANCHE.....	56
ANNEXE 4: CONSOMMATION FINALE	60
ANNEXE 5: FORMATIPON BRUTE DE CAPITAL FIXE	62
ANNEXE 6: EXPORTATIONS DE BIENS ET SERVICES	63
ANNEXE 7: IMPORTATIONS DE BIENS ET SERVICES	65
ANNEXE 8 : TABLEAUX DES EQUILIBRES RESSOURCES ET EMPLOIS	67

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Evolution (en %) du tonnage et du trafic au PAL entre 2000 et 2007	15
Tableau 2 : Evolution de la valeur ajoutée du secteur primaire de 2000 à 2007	18
Tableau 3: Compte de production de l'agriculture vivrière de 2000 à 2007.....	18
Tableau 4: Production vivrière de 2000 à 2007	19
Tableau 5 : Compte de production de la culture de rente de 2000 à 2007	20
Tableau 6: Production de rente de 2000 à 2007.....	20
Tableau 7 : Compte de production de la branche agro-alimentaire	23
Tableau 8 : Compte de production des branches Textiles, cuirs et habillement et travail du bois	24
Tableau 9 : Compte de production de la fabrication de matériaux de construction	25
Tableau 10 : Evolution de la production et de la vente locale de ciment au Togo entre 2000 et 2007	25
Tableau 11 : Compte de production des autres activités manufacturières	26
Tableau 12 : Compte de production d'Electricité, Gaz et Eau	27
Tableau 13 : Compte de production de construction	28
Tableau 14 : Compte de production du secteur tertiaire	29
Tableau 15 : Compte de production des activités de commerce	30
Tableau 16: Services non marchands	33
Tableau 17 : Evolution de la consommation finale publique et de ses composantes	38
Tableau 18 : Evolution de l'investissement national	39
Tableau 19: Evolution en volume des exportations totales et de ses composantes	41
Tableau 20 : Evolution en volume des importations totales et de ses composantes	45
Tableau 21 : Evolutions des droits et taxes à l'importation	47
Tableau 22: Evolution de la production par branche d'activités en valeur courante	53
Tableau 23: Evolution de la production par branche d'activités en valeur constante (base 100 en 2007)	55
Tableau 24 : Evolution de la valeur ajoutée par branche d'activités en valeur courante	56
Tableau 25 : Evolution de la valeur ajoutée par branche d'activités en valeur constante (base 100 en 2007)	58
Tableau 26: Evolution de la consommation finale des ménages.....	60
Tableau 27: Evolution de la consommation finale publique.....	61
Tableau 28: Evolution de la consommation finale des institutions sans but lucratif au service des ménages	61
Tableau 29 : Evolution de la formation brute de capital fixe par produit.....	62
Tableau 30: Evolution des exportations de biens et services en valeur courante	63
Tableau 31: Evolution des exportations de biens et services en valeur constante (base 100 en 2007)	64
Tableau 32: Evolutions des importations de biens et services en valeur courante	65
Tableau 33: Evolutions des importations de biens et services en valeur constante (base 100 en 2007)	66
Tableau 34 : Equilibre ressources emplois à prix courant.....	67
Tableau 35: Equilibre ressources emplois en valeur constante (base en 100 en 2007)	68

LISTE DES GRAPHIQUES

<i>Graphique 1 : Contribution des secteurs d'activité à la croissance du PIB</i>	<i>14</i>
<i>Graphique 2 : Evolution de la valeur ajoutée à prix constant et du taux de croissance en volume des autres branches du secteur primaire de 2000 à 2007.....</i>	<i>21</i>
<i>Graphique 3: Evolution de la production de phosphates entre 2000 et 2007</i>	<i>22</i>
<i>Graphique 4 : Evolution (%) de la production et de la valeur ajoutée en volume des activités de commerce de 2000 à 2007.....</i>	<i>30</i>
<i>Graphique 5 : Evolution de la production de services de transport entre 2000 et 2007.....</i>	<i>31</i>
<i>Graphique 6 : Evolution de la production de services de communication entre 2000 et 2007.....</i>	<i>32</i>
<i>Graphique 7: Evolution des services non marchands et de la valeur ajoutée.....</i>	<i>34</i>
<i>Graphique 8 : Evolution du taux de croissance réel du PIB et des contributions à la croissance des emplois du PIB de 2000 à 2007.....</i>	<i>35</i>
<i>Graphique 9 : Evolution des indices de prix de la Consommation finale des ménages et de l'IHPC de 2000 à 2007.....</i>	<i>36</i>
<i>Graphique 10 : Evolution de la Consommation finale des ménages à prix constant et du taux de croissance en volume de 2000 à 2007.....</i>	<i>37</i>
<i>Graphique 11 : Evolution de l'investissement nationale.....</i>	<i>40</i>
<i>Graphique 12 : Evolution des exportations et de ces composantes de 2000 à 2007</i>	<i>42</i>
<i>Graphique 13 : Evolution de la part des importations en valeur dans le PIB.....</i>	<i>44</i>

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE 1 : RESUME METHODOLOGIQUE	49
ANNEXE 2: PRODUCTION PAR BRANCHE	53
ANNEXE 3: VALEUR AJOUTEE PAR BRANCHE.....	56
ANNEXE 4: CONSOMMATION FINALE	60
ANNEXE 5: FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE.....	62
ANNEXE 6: EXPORTATIONS DE BIENS ET SERVICES.....	63
ANNEXE 7: IMPORTATIONS DE BIENS ET SERVICES	65
ANNEXE 8 : TABLEAUX DES EQUILIBRES RESSOURCES ET EMPLOIS	67

SIGLES ET ABREVIATIONS

AFD	Agence Française de Développement
AFRISTAT	Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Subsaharienne
AFRITAC de l'Ouest	Centre Régional d'Assistance Technique du FMI pour l'Afrique de l'Ouest
APU	Administrations Publiques
BCEAO	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CF	Consommation Finale
CN	Comptabilité Nationale
DGSCN	Direction Générale de la Statistique et de la Comptabilité Nationale
ERETES	Equilibre Ressources Emplois Tableau des Entrées Sorties
FBCF	Formation Brute de Capital Fixe
FCFA	Franc de la Communauté Financière Africaine
FED	Fonds Européen de Développement
IFG	International Fertilizers Group
IHPC	Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
IHPI	Indice Harmonisé de la Production Industrielle
INSEE	Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques
PAI	Programme d'Appui Institutionnel à l'Etat Togolais
PAL	Port Autonome de Lomé
PIB	Produit Intérieur Brut
SCN 93	Système de Comptabilité Nationale des Nations Unies de 1993
SIFIM	Service d'Intermédiation Financière Indirectement Mesuré
TCEI	Tableau des Comptes Economiques Intégrés
TOFE	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
TRE	Tableau des Ressources et Emplois
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UE	Union Européenne
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
VA	Valeur Ajoutée

AVANT-PROPOS

Les nouveaux défis de la planification nationale et de la coopération régionale et internationale sont souvent amplifiés par l'absence de séries économiques qui permettent de juger de la pertinence des décisions à prendre.

Les crises socio politiques que le Togo a connues ont anéanti tous les efforts que le gouvernement et les partenaires au développement avaient entrepris depuis l'année 2000 pour améliorer la production statistique et par conséquent les comptes nationaux. Le pays a donc accusé un retard sans précédent dans la production des comptes nationaux.

C'est dans ce contexte que la Direction Générale de la Statistique et de la Comptabilité Nationale (DGSCN) avec l'appui des partenaires techniques et financiers a entrepris la rétro-interpolation¹ des comptes nationaux de 2000 à 2006 à partir d'une année récente (nouvelle année de base 2007) dont les comptes ont été élaborés selon les normes internationales.

Ainsi, la DGSCN a le plaisir de publier le document des comptes nationaux du Togo pour les années 2000 à 2007 qui vient combler l'absence des séries d'indicateurs macroéconomiques indispensables à la recherche et pour les prises de décision.

C'est le lieu de remercier

- Le gouvernement togolais qui a voulu faire de cette activité une priorité nationale ;
- L'Union Européenne qui, à travers le programme d'appui institutionnel à l'Etat togolais (PAI), a financé les travaux des ateliers ;
- La Cellule d'Appui à l'Ordonnateur National du FED pour les différentes facilitations ;
- L'Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Subsaharienne (AFRISTAT) et l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE) pour leur appui technique et le renforcement des capacités des cadres des différents services impliqués ;

¹ « Rétro-interpolation » est un néologisme par composition de « rétro » qui qualifie un retour en arrière et de « interpolation » statistique qui désigne la détermination approchée d'une valeur à partir de valeurs voisines faisant partie d'une série succincte.

- Les structures nationales notamment la BCEAO, la Direction de l'Economie, la Direction des Finances et la Direction des Statistiques Agricoles, de l'Informatique et de la Documentation (DSID) pour leur participation active aux travaux;
- Tous les services et toutes les personnes qui ont accepté mettre à la disposition de la DGSCN les informations nécessaires ;
- L'équipe des comptables nationaux pour le travail abattu ;
- Tout le personnel de la DGSCN ;
- Tous ceux qui, de près ou de loin ont participé aux travaux.

Les remarques et suggestions seront les bienvenues pour l'amélioration du document.



INTRODUCTION

Le Togo à travers la DGSCN avait mis en œuvre le système de comptabilité nationale des Nations Unies de 1993 (SCN 93) en 2002 avec l'appui financier de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) et avec l'assistance technique de l'Observatoire Économique et Statistique d'Afrique Subsaharienne (AFRISTAT) dans le cadre du programme d'appui régional à la statistique (PARSTAT). Force est de constater qu'à la fin du programme sanctionné par la finalisation des comptes nationaux de l'année 2000, la production des comptes nationaux a subi un coup d'arrêt par manque de personnel à la division chargée de l'élaboration des comptes nationaux.

En 2009, les missions d'appui technique d'AFRISTAT et d'AFRITAC de l'Ouest ont permis de préciser la stratégie de reprise des travaux pour mettre en place une nouvelle année de base 2007 et réaliser l'interpolation des comptes nationaux de 2000 à 2006. Ainsi, il a été convenu de faire un saut d'années afin de rattraper le retard dans la production des comptes, puis de reconstituer les comptes des années sautées. Ces appuis ont permis de finaliser les comptes nationaux de la nouvelle année de base 2007 et de l'année courante 2008 conformément au SCN 93 et à l'aide de l'outil ERETES.

Les travaux de rétro-interpolation des comptes nationaux de 2000 à 2006 ont été réalisés avec l'appui technique d'AFRISTAT et de l'INSEE et l'appui financier de l'Union Européenne à travers le premier volet du programme d'appui institutionnel à l'Etat togolais (PAI-1).

La présente publication de la DGSCN qui intervient après celle des comptes nationaux de 2007 et 2008 comporte deux chapitres précédés d'une synthèse de l'activité économique. Le premier chapitre analyse les différents secteurs d'activité et le deuxième chapitre traite de l'évolution des emplois du produit intérieur brut et des impôts et taxes. Les nomenclatures utilisées et certains tableaux figurent en annexe.

SYNTHESE DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE AU COURS DE LA PERIODE 2000-2006

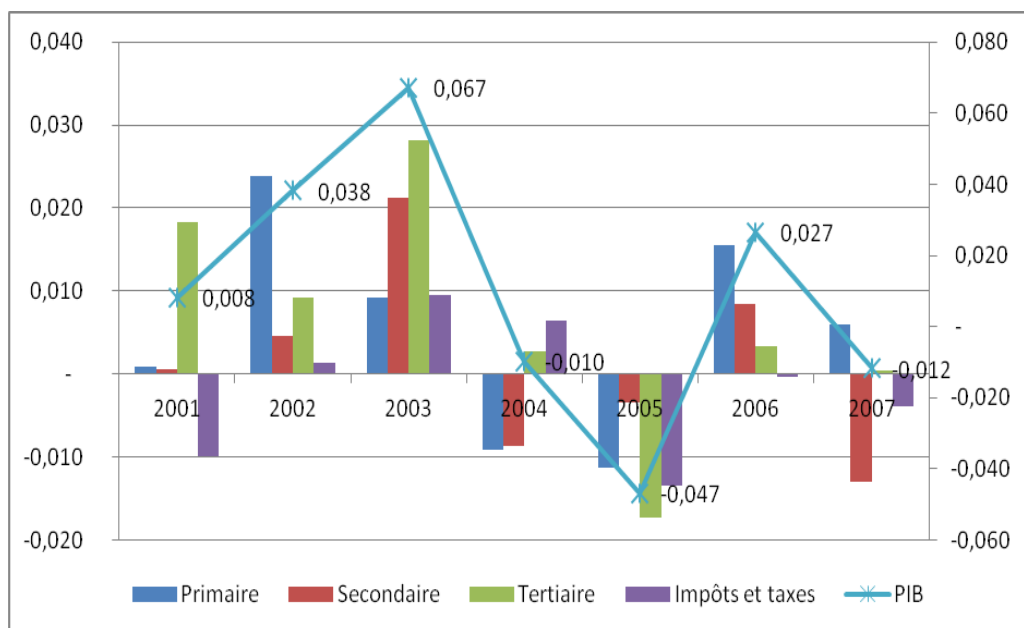
Sur la période 2000-2007, l'activité économique au Togo a été marquée par deux phases d'évolution : une phase de croissance de 2000 à 2003 marquée par un pic en 2003 et une phase de recul entre 2004 et 2005.

Au cours de la phase expansive, l'économie a progressé à un rythme soutenu avec un produit intérieur brut (PIB) de 1 191 224 millions de FCFA en 2000 et 1 330 792 millions de FCFA en 2003. L'activité économique a alors connu une croissance d'à peine 1% en 2001 à 6,7% en 2003, bénéficiant des conditions climatiques favorables qui ont stimulé la production agricole, de la crise ivoirienne qui a favorisé le secteur tertiaire et de la relance de la production de phosphates.

La phase de ralentissement de l'activité économique couvre la période de 2004 à 2005. Le fléchissement constaté en 2004 s'est accentuée en 2005. De 6,7% en 2003, le taux de croissance du PIB a chuté à -1,0% en 2004, puis à -4,7% en 2005. Cet important recul de l'activité est principalement dû au déclin de la production dans le primaire et le secondaire. Un léger regain d'activité a suivi ces deux phases en 2006.

Le secteur primaire stimule la croissance économique en 2002 grâce aux bons comportements des cultures vivrières

Le taux de croissance du PIB réel en 2002 atteint 3,8%, essentiellement tiré par les performances du secteur primaire dont la contribution au PIB est de 2,4 points de pourcentage. En effet, à la faveur de conditions climatiques favorables, le secteur enregistre une hausse substantielle de sa production (8,1%). La production vivrière qui représente près de 70,0% de la production du secteur enregistre une hausse de 10,2% en volume. La production en volume des cultures de rente a connu également une hausse substantielle de 7,1%.

Graphique 1 : Contribution des secteurs d'activité à la croissance du PIB

Source: DGSCN, 2013

Le secteur secondaire a également enregistré des performances notables par rapport à 2001. Sa contribution au PIB atteint 0,5 point en 2002 contre 0,1% en 2001. Ce secteur a connu une hausse en volume de 4,7% de sa production en 2002, après la baisse de 7,5% constatée en 2001. Ce regain d'activité est dû à la hausse de la production manufacturière de 5,4% et à l'importante évolution de la production des phosphates qui s'accroît de 21,9%. La filière a entamé une restructuration dès le début de l'année 2002 par l'ouverture de son capital aux entrepreneurs privés et a engagé de nouveaux investissements pour le renouvellement de son appareil de production.

Le secteur tertiaire pour sa part, contribue pour 0,9 point à la croissance du PIB. Ce secteur a été essentiellement propulsé par à l'accroissement des activités portuaires. En effet, à la faveur de la crise ivoirienne, le Port Autonome de Lomé, seul port en eau profonde de la sous-région, est devenu le principal axe d'approvisionnement des pays de l'hinterland. On note un accroissement du trafic conteneur de 23,5% en 2002 et 96,3% en 2003. En ce qui concerne le tonnage, on enregistre une hausse de 31,1% du tonnage débarqué en 2002 et une hausse de 47,5% du tonnage embarqué. Ce regain d'activité au Port Autonome de Lomé (PAL) a eu également pour corollaire, l'accroissement du trafic routier pour les transporteurs togolais.

Tableau 1: Evolution (en %) du tonnage et du trafic au PAL entre 2000 et 2007

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Tonnage embarqué		7,8	47,5	15,8	11,0	30,6	5,1	11,9
Tonnage débarqué		12,8	31,1	14,7	-6,1	10,5	5,4	16,7
Trafic conteneur			23,5	96,3	11,1	10,6	5,5	10,2

Source : DGSCN à partir des données de la Direction Générale du Port Autonome de Lomé

Bon comportement du secteur tertiaire et du secteur secondaire en 2003 grâce à la crise ivoirienne et à la relance de la production de phosphates

La reprise de l'activité amorcée en 2002 s'est poursuivie en 2003 et a connu un regain. L'accroissement du PIB réel atteint son sommet avec un taux de 6,7%. Le secteur primaire a continué de bénéficier des conditions favorables, se traduisant par une hausse de 4,0% en volume de la production vivrière. Les nouveaux investissements engagés en 2002 dans la filière des phosphates a permis au secteur secondaire de bénéficier de la reprise de la production de phosphates. Le secteur a contribué à la croissance du PIB pour 2,1 points. Ce qui représente la deuxième plus forte contribution devant celle du secteur primaire qui n'est que de 0,9 point. La contribution du tertiaire à la croissance du PIB est de 2,8 points. L'accroissement du trafic total et du transit au niveau du PAL s'est poursuivi en 2003.

Mauvais comportements des secteurs dans leur ensemble en 2004 et en 2005

En 2004, l'économie togolaise a amorcé une phase de fléchissement de son activité qui s'est poursuivi en 2005. De 6,7% en 2003, le taux de croissance du PIB est passé à -1,0% en 2004 puis à -4,7% en 2005. Cet important recul de l'activité est principalement dû au déclin de la production dans le primaire et le secondaire. L'activité dans le primaire a enregistré un recul de 3,0% puis de 4,1% respectivement en 2004 et en 2005, principalement dû au mauvais comportement des cultures vivrières dont la production enregistre une baisse de 6,0%.

Dans le secteur secondaire, le recul de l'activité (-6,4% en 2004 et -1,9% en 2005) est imputable à une contre-performance de la production de phosphates (-24,2% en 2004 et -8,5% en 2005) consécutive aux difficultés que connaît cette filière et au recul de l'activité enregistré par la branche des industries manufacturières dont la production a baissé de 8,1% en 2004 et 8,8% en 2005.

Le secteur tertiaire avec un poids relatif de 45,0% et une légère hausse en volume de 0,6% de son activité, a contribué à atténuer la décélération du PIB en 2004 mais en 2005, il enregistre une baisse en volume de son activité de 2,4% et entraîne l'économie dans une récession.

Timide reprise en 2006 à la faveur d'une bonne météo

A la faveur des conditions climatiques, le secteur primaire a permis une reprise de l'activité économique en 2006. La croissance du PIB atteint 2,7% tirée essentiellement par le secteur primaire avec une contribution à la croissance de 1,6 point. Avec un poids de 70,0% de la valeur ajoutée totale du primaire, la hausse de la production vivrière a stimulé l'évolution de l'ensemble du secteur en 2006. Les cultures de rente ont globalement connu une hausse en volume à l'exception de la filière coton.

Le secteur secondaire a contribué de 0,8 point à la croissance du PIB en 2006 grâce à la reprise de la production de phosphates (+14,7% en volume), au bon comportement des industries manufacturières qui ont connu une hausse en volume de leur production malgré une crise énergétique naissante vers la fin de l'année.

La crise énergétique affecte sérieusement les secteurs secondaire et tertiaire et provoque le recul de l'activité en 2007

En 2007, l'économie, après des résultats encourageants de 2006 (+2,7%), connaît de nouveau un léger recul de 1,2% principalement en raison de l'aggravation de la crise énergétique, qui handicape tous les secteurs d'activité et particulièrement le secteur secondaire. En effet, avec un poids de 17,0% du PIB, le secteur secondaire a enregistré un recul de sa production en volume de 2,3%. Cette baisse est imputable à une diminution de 36,0 % de la production de phosphates qui est passée de 1,17 million de tonnes en 2006 à 0,75 million de tonnes en 2007. Le renouvellement de l'appareil productif amorcé dès 2002 n'a pas pu se poursuivre, en raison des problèmes de gestion interne. Le Togo malgré la qualité de son phosphate n'a pas su tirer profit de l'embellie des cours mondiaux de ce produit. Le secteur tertiaire a lui aussi subi les effets de la crise entraînant une contribution nulle à la croissance du PIB.

Seul, le secteur primaire a enregistré une hausse en volume de sa production et une contribution à la croissance positive de 0,6%, malgré les inondations survenues en cours d'année.

CHAPITRE 1 : ANALYSE DES DIFFERENTS SECTEURS D'ACTIVITE

Ce chapitre présente la situation économique des différents secteurs à travers l'analyse des branches d'activité.

Les valeurs ajoutées des différents secteurs d'activité ont évolué au cours de la période 2000-2007 de façon disparate. Globalement, le taux de croissance du PIB réel est influencé par celui du secteur tertiaire qui a enregistré en moyenne une hausse de 1,4% du volume de la valeur ajoutée, malgré la contre-performance de l'année 2005 (-3,9%). Les secteurs primaire et secondaire ont pour leur part enregistré un recul de leur activité au cours des années 2004 et 2005.

1.1. Secteur primaire

Evolution irrégulière en dépit des performances enregistrées au cours de la période 2002-2003

Le secteur primaire regroupe l'agriculture vivrière, la culture de produits pour l'industrie et l'exportation, l'élevage, la chasse, la sylviculture et l'exploitation forestière ainsi que la pêche.

Au cours de la période 2000-2007, la valeur ajoutée du secteur primaire est en moyenne de 335,8 milliards de FCFA en terme nominal et 356,4 milliards de FCFA en valeur constante. Ce secteur représente en moyenne 28,4% du produit intérieur brut avec une augmentation moyenne de 1,7% en volume sur la période sous-revue dont 2,4% pour l'agriculture vivrière. La contribution du secteur primaire à la croissance du PIB est de 2,4 points.

En 2002, le secteur a connu une hausse substantielle de 8,1% de la production, due à l'importante hausse de la production vivrière de 10,2% en volume. Les produits de rente ont eux aussi connu une hausse de 7,1% de leur production en volume.

Les contre-performances du secteur primaire ont été enregistrées au cours de la période 2004-2005 avec une baisse de la valeur ajoutée de 3,7% en moyenne à prix constant.

Tableau 2 : Evolution de la valeur ajoutée du secteur primaire de 2000 à 2007

Unité : 1 Million FCFA

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Valeur courante								
Agriculture vivrière	206 024	205 180	241 583	229 999	213 406	282 361	267 759	267 442
Culture de produits pour l'industrie et l'exportation	34 964	44 166	44 877	36 322	38 050	23 667	25 478	31 831
Elevage et chasse	19 609	21 085	22 675	24 761	27 309	26 648	29 372	33 893
Sylviculture, exploitation forestière	20 642	21 961	24 414	26 041	24 674	24 298	26 909	28 373
Pêche	8 299	11 498	10 409	12 892	13 592	11 506	10 910	11 649
Total	289 538	303 890	343 959	330 016	317 031	368 480	360 428	373 188
Valeur constante (base 100 en 2007)								
Agriculture vivrière	229 012	219 325	241 309	252 803	237 672	243 847	262 501	267 442
Culture de produits pour l'industrie et l'exportation	40 014	49 005	52 528	48 561	51 106	29 815	30 083	31 831
Elevage et chasse	27 558	28 385	29 236	30 113	31 017	31 947	32 906	33 893
Sylviculture, exploitation forestière	29 698	30 455	30 817	33 160	31 880	30 385	29 204	28 373
Pêche	7 190	7 369	8 152	9 274	9 720	10 621	10 981	11 649
Total	333 472	334 540	362 043	373 912	361 395	346 616	365 674	373 188

Source: DGSCN, 2013

1.1.1. Agriculture vivrière

Bonne performance de la production vivrière au cours de la période 2002-2003

Les principaux produits de l'agriculture vivrière sont : le maïs, le mil et sorgho, le haricot, le riz paddy et les tubercules. Au cours de la période 2000 à 2007, l'agriculture vivrière représente en moyenne 71,1% de la valeur ajoutée du secteur primaire. Sa valeur ajoutée est en moyenne de 239,2 milliards de FCFA en valeur nominale et 244 239 milliards de FCFA en moyenne en termes réels. Elle a augmenté de 2,4% en volume au cours de la période 2000-2007 ; les plus fortes hausses ayant été enregistrées en 2002 (10,0%) et en 2006 (7,6%).

Tableau 3: Compte de production de l'agriculture vivrière de 2000 à 2007

Unité : 1 Million FCFA

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Valeur courante								
Production	226 587	225 514	265 002	253 434	235 279	308 252	295 118	294 943
Consommation intermédiaire	20 563	20 333	23 419	23 434	21 874	25 891	27 358	27 501
Valeur ajoutée	206 024	205 180	241 583	229 999	213 406	282 361	267 759	267 442
Valeur constante (base 100 en 2007)								
Production	252561	241879	266123	278799	262112	268922	289494	294943
Consommation intermédiaire	23549	22553	24814	25996	24440	25075	26993	27501
Valeur ajoutée	229 012	219 325	241 309	252 803	237 672	243 847	262 501	267 442

Source: DGSCN, 2013

En ce qui concerne les années 2001 et 2004, la valeur ajoutée a baissé respectivement de 4,2% et 6,0% en volume. Sur toute la période sous-revue, les produits vivriers ont augmenté en volume avec en moyenne 2,4% pour le maïs ; 5,3% pour le mil et sorgho ; 5,5% pour l'arachide ; 3,9% pour le riz paddy ; 7,4% pour le haricot, 1,6% pour les tubercules et 2,6% pour les autres produits vivriers.

Tableau 4: Production vivrière de 2000 à 2007*Unité : milliers de tonne*

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Maïs	482,1	463,9	510,1	538,0	523,7	509,5	538,4	565,5
Mil et sorgho	192,8	183,0	220,7	210,4	204,8	248,2	267,3	266,9
Haricot	41,8	41,3	44,7	43,6	49,4	67,4	52,8	62,9
Arachide	26,0	33,0	35,7	38,2	34,9	33,4	39,3	36,0
Riz paddy	62,3	63,7	69,2	62,0	68,5	72,9	76,3	80,4
Tubercules	1 264,0	1 200,6	1 302,6	1 393,8	1 264,5	1 263,6	1 388,4	1 391,4
Autres	1 029,2	989,7	1 089,8	1 143,4	1 077,4	1 109,6	1 198,3	1 220,5

Source : Comité PIB, 2013

Pour les prix aux producteurs, on note une augmentation en moyenne d'au moins 4% sur toute la période pour les produits vivriers à l'exception du haricot dont le prix a légèrement baissé de 0,7%.

1.1.2. Culture de produits pour l'industrie et l'exportation

Baisse du volume de la production due aux difficultés des différentes filières

La valeur ajoutée des cultures de rente est en moyenne de 34,9 milliards de FCFA en valeur courante et 41,6 milliards de FCFA à prix constant. Le volume de la production et celui de la valeur ajoutée ont baissé respectivement de 2,8% et de 1,1% au cours de la période 2000-2007. Cette situation pourrait se justifier par les difficultés qu'ont connues les différentes filières des cultures d'exportation notamment, la destruction des plantations de cacao par le virus «swollen shoot», l'abandon des plantations par les paysans et la restructuration de l'ex-Société Togolaise de Coton (SOTOCO).

Hormis le cacao dont le volume de la production a augmenté en moyenne de 11,9%, le café et le coton ont connu une baisse respectivement de 1,4% et de 4,5% sur toute la période. En 2003, la production totale des produits de rente a baissé de 10,7% en volume. Le coton graine, le cacao et le café ont baissé de 12,0%; 31,9% et 30,9% respectivement. En 2005, la production a baissé en volume de 47,2%. Les productions de coton graine et de café ont respectivement baissé de 61,8% et 22,9%.

Tableau 5 : Compte de production de la culture de rente de 2000 à 2007

Unité : 1 Million FCFA

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Valeur courante								
Production	45 528	57 332	59 533	49 719	52 153	32 084	34 089	40 896
Consommation intermédiaire	10 564	13 166	14 656	13 396	14 103	8 417	8 611	9 065
Valeur ajoutée	34 964	44 166	44 877	36 322	38 050	23 667	25 478	31 831
Valeur constante (base 100 en 2007)								
Production	51 409	62 961	67 487	62 391	65 660	38 306	38 650	40 896
Consommation intermédiaire	11 395	13 956	14 959	13 829	14 554	8 491	8 567	9 065
Valeur ajoutée	40 014	49 005	52 528	48 561	51 106	29 815	30 083	31 831

Source: DGSCN, 2013

En ce qui concerne les quantités produites sur la période, elles sont en moyenne de 9,9 milliers de tonnes pour le café ; 6,7 milliers de tonnes pour le cacao et 120,7 milliers de tonnes pour le coton graine.

Tableau 6: Production de rente de 2000 à 2007

Unité : milliers de tonne

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Café	15,2	16,9	7,9	5,5	9,3	7,2	8,9	8,2
Cacao	6,6	10,2	7,5	5,1	3,7	4,2	7,6	9,1
Coton graine	117,4	168,3	186,6	164,2	173,7	66,4	40,0	48,8
Autres	34,4	35,8	37,2	38,8	40,4	42,2	44,0	46,0

Source : Comité PIB, 2013

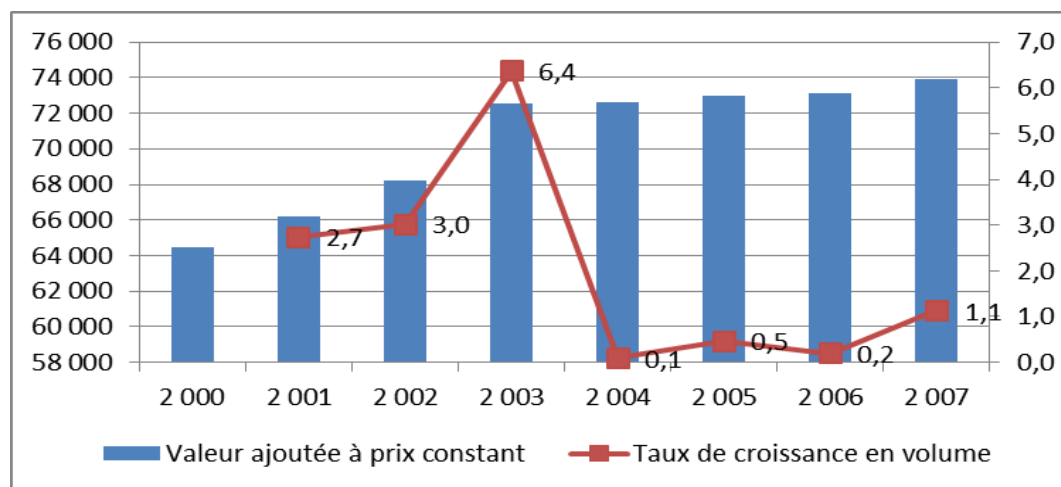
Les prix aux producteurs ont augmenté en moyenne de 15,5% pour le café et 15,8% pour le cacao sur la période 2000-2007 tandis que celui du coton graine a baissé de 3,4% au cours de la même période.

1.1.3. Autres branches du secteur primaire

Amélioration des activités de la pêche en dépit de son faible poids

Les autres branches du secteur primaire sont l'élevage et la chasse, la sylviculture et l'exploitation forestière ainsi que la pêche. Leur valeur ajoutée courante représente en moyenne 18,4% de celle du secteur primaire avec un montant moyen de 61,7 milliards de FCFA en valeur nominale contre 70,5 milliards de FCFA en termes réels. En volume, leur valeur ajoutée a augmenté de 2,0% sur la période sous-revue ; les plus importantes hausses (4,0% en moyenne) ayant été enregistrées au cours de la période 2001-2003. La valeur ajoutée de la pêche, en dépit de son faible poids (en moyenne 3,4% du secteur primaire en valeur courante) a enregistré un taux de croissance moyen de 7,2% sur la période 2000-2007.

Graphique 2 : Evolution de la valeur ajoutée à prix constant et du taux de croissance en volume des autres branches du secteur primaire de 2000 à 2007



Source: DGSCN, 2013

1.2. Secteur secondaire

Faible performance du secteur due à la crise énergétique et au renchérissement des coûts de production

Le secteur secondaire représente en moyenne 17,6% du PIB sur la période 2000-2007 à prix courant.

Sur la période 2000-2007, le secteur secondaire a enregistré une baisse de 6,4% en moyenne de sa production en volume. Ce secteur a considérablement subi les contrecoups de la crise énergétique et du renchérissement des matières premières à l'échelle internationale. Son poids dans la valeur ajoutée totale est passé de 20,1% en 2000 à 19,1% en 2007 et sa contribution à la croissance du PIB enregistre une tendance baissière.

La croissance de l'activité dans le secteur secondaire est caractérisée par une évolution en dent de scie apparemment corrélé au dynamisme de la branche des industries manufacturières qui représente près de 65,0% de la production du secteur. Entre 2001 et 2003, la valeur ajoutée du secteur a progressivement augmenté de 0,4% en 2001 à 2,6% en 2002 puis à 11,8% en 2003, presque dans le même sens que la production (-7,5% en 2001, 4,2% en 2002 et 12,5% en 2003).

A partir de 2004, le secteur rencontre des difficultés qui ont affecté sa production et sa valeur ajoutée. La production baisse de 8,1%, passant de 865,4 milliards de FCFA en 2003 à 810,5 milliards de FCFA en 2004, dans le sillage de la production des industries manufacturières

qui passe de 580,4 milliards de FCFA à 533,4 milliards de FCFA au cours de la même période.

1.2.1. Industries extractives

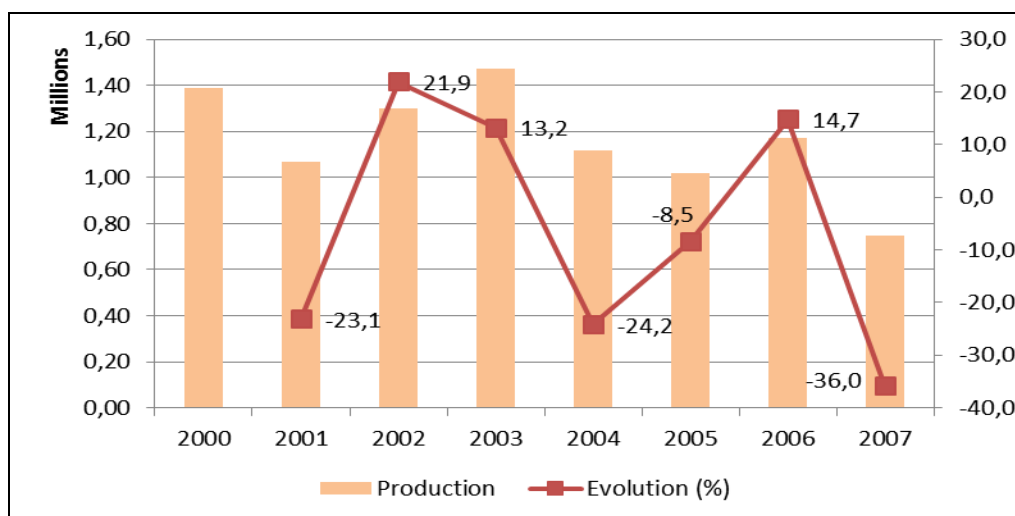
Activités extractives fortement dominées par la production de phosphates

La branche des industries extractives est dominée par l'activité d'extraction de phosphates qui représente plus de 55,0% de la production de la branche en moyenne sur la période 2000-2007. Les autres activités sont constituées de l'extraction de sable et gravier (pour la plupart informelle), de fer (de façon artisanale) et d'autres minerais à petite ou moyenne échelle.

Sur la période, la production de la branche a connu une évolution en dents de scie avec une tendance baissière. De 47,8 milliards de FCFA en 2000, la production s'est repliée à seulement 28,5 milliards de FCFA en 2007. L'évolution de cette production est fortement liée à celles de la filière phosphates qui connaît des difficultés au cours de cette période.

En effet, après une baisse de 14,2% en 2001, la production connaît à nouveau une croissance de 10,2% en 2002 et 6,8% en 2003, amenant la production à 48,2 milliards de FCFA. Concomitamment, la production de phosphates a connu une reprise dès 2002 suite à la restructuration de la filière au cours de cette même année. Le renouvellement de l'appareil productif et l'entrée dans le capital des investissements privés ont permis d'améliorer la gestion des finances de la société ; celle-ci a accru sa capacité de production qui a augmenté de 21,9% en 2002 et de 13,2% en 2003.

Graphique 3: Evolution de la production de phosphates entre 2000 et 2007



Source: DGSCN, 2013

Mais à partir de 2004, les difficultés d'exportations ont replongé la société dans un marasme dont elle a du mal à s'extirper. Ces différentes situations ont conduit la production de phosphates à son niveau le plus bas sur la période, avec un manque à gagner considérable pour l'économie togolaise.

La timide et éphémère reprise constatée en 2006 intervient à la suite du retrait des investissements privés et de la création d'une nouvelle société. En 2007, la production a atteint son plancher de 0,75 million de tonnes alors que les cours mondiaux étaient très favorables.

1.2.2. Industries manufacturières

Les industries manufacturières représentent la première composante du secondaire avec un poids moyen de 61,7% en valeur. Sa valeur ajoutée a enregistré en moyenne une hausse de 1,6% en volume en dépit des contre-performances des années 2004 (-6,0%) et 2005 (-8,0%). Les plus importantes branches sont : agroalimentaires, textiles et travail du bois ainsi que la fabrication des matériaux de construction.

1.2.2.1. Agro-alimentaire

Une croissance régulière de la valeur ajoutée en volume sur toute la période

La production de l'industrie agro-alimentaire affiche une tendance à la hausse. Le secteur affiche un taux de croissance moyen de 8,8% sur la période d'étude faisant passer la production de 28,9 milliards de FCFA en 2000 à 52,4 milliards de FCFA en 2007. Le taux de croissance le plus élevé a été enregistré en 2003 où il enregistre une valeur de 23% par rapport à 2002 faisant passer la production de 32,9 milliards à 40,6 milliards de FCFA.

Tableau 7 : Compte de production de la branche agro-alimentaire

Unité : 1 Million FCFA

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Valeur courante								
Production	124 288	97 883	113 334	128 037	131 746	157 702	174 444	192 440
Consommation intermédiaire	103 090	76 197	84 264	95 857	104 314	124 833	129 839	140 034
Valeur ajoutée	21 198	21 686	29 071	32 179	27 432	32 869	44 605	52 406
Valeur constante (base 100 en 2007)								
Production	149 066	112 080	123 640	146 314	156 189	173 205	181 820	192 440
Consommation intermédiaire	120 183	82 218	90 697	105 667	113 918	127 908	134 270	140 034
Valeur ajoutée	28 883	29 862	32 944	40 647	42 271	45 297	47 550	52 406

Source : DGSCN, 2013

La tendance de la production en valeur est haussière. Sur la période de 2002 à 2007, elle enregistre un taux de croissance moyen est de 7,8%.

1.2.2.2. Textiles, cuirs et habillement et travail du bois

Baisse de la production en 2005 suite à la restructuration de l'ex-SOTOCO

Cette branche regroupe les activités d'égrenage du coton, de textiles, cuirs et habillement ainsi que le travail du bois, l'édition et l'imprimerie.

Au cours la période 2000-2007, la production moyenne est de 50,5 milliards de FCFA en termes réels et 53,8 milliards de FCFA en valeur nominale. La valeur ajoutée a augmenté en moyenne de 6,5% en termes réels sur la période avec de fortes hausses enregistrées en 2001 (17,9%) ; 2002 (3,4%), 2004 (18,8%) ; 2006 (11,0%) et 2007 (13,5%). Elle a baissé de 1,4% en 2003 et de 17,8% en 2005.

Tableau 8 : Compte de production des branches Textiles, cuirs et habillement et travail du bois

Unité : 1 Million FCFA

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Valeur courante								
Production	60 736	38 997	63 696	77 227	70 454	38 322	40 294	40 526
Consommation intermédiaire	57 295	30 089	46 567	60 097	46 852	27 127	28 276	28 608
Valeur ajoutée	3 441	8 908	17 129	17 130	23 601	11 195	12 018	11 918
Valeur constante (base 100 en 2007)								
Production	62 925	38 944	56 787	70 072	58 612	37 379	38 681	40 526
Consommation intermédiaire	54 886	29 468	46 950	60 376	47 095	27 918	28 182	28 608
Valeur ajoutée	8 039	9 476	9 837	9 696	11 517	9 462	10 499	11 918

Source : DGSCN, 2013

A l'instar des autres branches, la branche « Textiles, cuirs et habillement et travail du bois » a subi les effets pervers de la crise socio politique de 2005 et de la hausse des coûts de production notamment dans les activités du travail du bois, de l'édition et de l'imprimerie. La baisse de la production à partir de 2005 est imputable au ralentissement de l'activité de la SOTOCO qui était en restructuration sur la période 2005-2007.

Au prix courant, la valeur ajoutée de ces branches représente en moyenne 10,0% de celle des industries manufacturières et 6,2% du secteur secondaire au cours de la période contre respectivement 8,3% et 4,5% en termes réels.

1.2.2.3. Fabrication de matériaux de construction

Ralentissement de l'activité suite à la hausse des coûts de production

La branche « Fabrication de matériaux de construction » comprend les activités de fabrication de clinker, de ciments, des matériaux et ouvrages en ciment, en béton ou en marbre et les produits du travail de la pierre.

Avec un poids moyen de 18,3% en valeur et 14,6% en volume, cette branche d'activité apparaît comme l'une des plus importantes du secteur secondaire. En valeur courante, elle représente en moyenne 29,6% des industries manufacturières et 26,9% en termes réels sur la période 2000 à 2007. A prix courant, la production moyenne sur la période est de 137,5 milliards de FCFA et 141,3 milliards de FCFA en volume.

Tableau 9 : Compte de production de la fabrication de matériaux de construction

Unité : 1 Million FCFA

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Valeur courante								
Production	84 325	144 783	157 186	162 793	143 407	137 614	134 766	134 860
Consommation intermédiaire	43 965	103 593	111 103	115 614	103 751	105 098	106 683	105 507
Valeur ajoutée	40 359	41 189	46 083	47 179	39 656	32 516	28 083	29 353
Valeur constante (base 100 en 2007)								
Production	89 563	150 747	157 196	165 959	150 862	143 791	137 768	134 860
Consommation intermédiaire	57 412	117 936	122 981	129 837	118 026	112 494	107 782	105 507
Valeur ajoutée	32 151	32 811	34 214	36 122	32 836	31 297	29 986	29 353

Source : DGSCN, 2013

La valeur ajoutée baisse en moyenne annuelle de 1,2% en volume contre une augmentation de 8,3% du volume de la production. Cette croissance moyenne est tirée par celle de 2001 où la production a enregistré une hausse de 68,3% en volume. Cette évolution pourrait s'expliquer par la poursuite de grands travaux de construction notamment la Cité OUA et les locaux de la nouvelle présidence à Lomé.

Tableau 10 : Evolution de la production et de la vente locale de ciment au Togo entre 2000 et 2007

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Production (en tonnes)	1 094 660	1 381 171	1 092 812	1 191 868	1 126 261	1 017 346	1 098 354	1 254 141
Ventes locales (en tonnes)	nd	nd	nd	nd	369 928	428 973	449 095	546 972

Source : BCEAO, Annuaire statistique 2010 ; nd : non disponible

Entre 2001 et 2003, la production a augmenté en moyenne de 26,1% en volume contre une baisse moyenne de 5,0% au cours de la période 2004-2007. L'évolution contrastée de la production et de la valeur ajoutée est due à la hausse des coûts de production qui ont plombé l'activité économique de la branche.

Concernant les ventes locales du ciment, elles ont augmenté en moyenne de 14,1% en volume sur la période 2005-2007.

1.2.2.4. Autres activités manufacturières

Chute de la valeur ajoutée au cours de la période 2003-2007

Au prix de l'année de base, l'évolution globale de la production a pratiquement la même allure qu'à prix courant. L'on observe néanmoins en 2002 une baisse de la production (soit 6%) par rapport à 2001.

Tableau 11 : Compte de production des autres activités manufacturières

Unité : 1 Million FCFA

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Valeur courante								
Production	222 542	176 688	177 322	204 456	171 604	137 346	129 445	118 421
Consommation intermédiaire	174 108	126 505	123 463	143 285	122 257	101 851	99 101	90 288
Valeur ajoutée	48 434	50 184	53 859	61 171	49 347	35 495	30 344	28 133
Valeur constante (base 100 en 2007)								
Production	230 546	178 379	168 282	198 061	167 745	132 208	125 807	118 421
Consommation intermédiaire	188 611	134 763	126 581	148 981	126 976	101 087	96 192	90 288
Valeur ajoutée	41 936	43 616	41 701	49 080	40 770	31 122	29 615	28 133

Source: DGSCN, 2013

L'évolution de la valeur ajoutée présente une phase de croissance entre 2000 et 2003 suivie d'une phase de décroissance entre 2003 et 2007. Le pic étant enregistré en 2003 avec une valeur de 61,2 milliards de FCFA. Durant la première phase, la valeur ajoutée passe de 48,4 milliards de FCFA en 2000 à 61,2 milliards en 2003 soit une augmentation de 26,3%. Son évolution est de 3,6% en 2001, 7,3% en 2002 et 13,6% en 2003. Par contre, de 2003 à 2007, la valeur ajoutée passe de 61,2 milliards de FCFA à 28,1 milliards de FCFA soit une baisse de 54,0%. En effet le taux de croissance annuelle est de -19,3% en 2004, de -28,1% en 2005, de -14,5% en 2006 et de -7,3% en 2007.

La valeur ajoutée à prix constant est passée de 41,9 milliards de FCFA en 2000 à 43,6 milliards de FCFA en 2001 soit une augmentation de 4%. En 2002, elle retombe à 41,7

milliards de FCFA avant de passer à 49,1 milliards de FCFA en 2003. De 2003 à 2007, elle enregistre une baisse passant de 49,1 milliards de FCFA en 2003 à 28,1 milliards de FCFA en 2007 représentant une évolution de -16,9 % en 2004, -23,7% en 2005 et -4,8% en 2006 et -5,0% en 2007.

1.2.3. Electricité, Gaz, Eau

L'activité économique a subi les contrecoups de la crise énergétique

Globalement, l'analyse de l'évolution montre une tendance à la hausse de la production. En 2000, la production en valeur se situe à 64,3 milliards de FCFA. Cette production a stagné en 2001 avant de connaître une reprise en 2002 et en 2003 avec des taux de croissance respectifs de 9,1% et de 13,5%. A partir de cette année, la production a baissé de 7,6% en 2004 et de 0,7% en 2005. En 2006, elle augmente de 9,7% mais compte tenu de la crise énergétique due à la sécheresse, elle baisse de 1,5% en 2007.

L'évolution de la production en volume de l'électricité, gaz et eau est, de peu, différente de celle observée en valeur courante. Ceci traduit la quasi-stabilité du niveau général des prix dans cette branche.

Tableau 12 : Compte de production d'Electricité, Gaz et Eau

Unité : 1 Million FCFA

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Valeur courante								
Production	64 345	64 343	70 213	79 694	73 671	73 130	80 228	79 054
Consommation intermédiaire	36 478	36 816	40 165	45 878	42 047	42 396	48 224	47 346
Valeur ajoutée	27 868	27 528	30 048	33 816	31 625	30 734	32 005	31 708
Valeur constante (base 100 en 2007)								
Production	65 913	66 248	71 027	81 026	76 529	74 253	80 081	79 054
Consommation intermédiaire	40 076	39 676	42 538	48 527	45 834	44 471	47 961	47 346
Valeur ajoutée	25 837	26 572	28 488	32 499	30 695	29 782	32 120	31 708

Source: DGSCN, 2013

La valeur ajoutée de cette branche connaît le même mouvement que sa production. Sur l'ensemble de la période on a un taux moyen de croissance annuelle de 2,1%. Cependant, la croissance est assez variable d'une année à l'autre. En l'an 2000, la valeur ajoutée de la branche se situe à 27,9 milliards de FCFA mais l'on enregistre un taux de croissance annuelle de -1,2% en 2001, 9,2% en 2002, 12,5% en 2003, -6,5% en 2004, -2,8% en 2005, 4,1% en 2006 et de -0,9% en 2007.

1.2.4. Construction

Chute de croissance de la construction consécutive à la forte hausse des coûts de production

Les activités de construction générale et de construction spécialisée pour les bâtiments et le génie civil se regroupent au sein de la branche construction.

Entre 2000 et 2007, la production et la valeur ajoutée de la branche se caractérisent en général par une tendance à la hausse. Ainsi, de 2003 à 2006, le taux de croissance de la production et de la valeur ajoutée en volume passe de 6,0% à 14,1%, puis diminue légèrement à 10,2%. En 2007, la production de la branche est évaluée à 153,1 milliards de FCFA pour une valeur ajoutée de 51,3 milliards de FCFA. Ce niveau représente une régression de la production de 7,3%.

Tableau 13 : Compte de production de construction

Unité : 1 Million FCFA

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Valeur courante								
Production	110 867	112 535	118 677	120 041	122 152	139 806	165 088	153 092
Consommation intermédiaire	93 328	94 060	95 381	99 392	100 501	117 874	131 693	101 842
Valeur ajoutée	17 539	18 474	23 295	20 649	21 651	21 932	33 395	51 250
Valeur constante (base 100 en 2007)								
Production	152 540	150 915	146 995	155 801	158 969	181 456	200 010	153 092
Consommation intermédiaire	100 363	100 394	97 786	103 644	105 752	120 711	133 054	101 842
Valeur ajoutée	52 178	50 521	49 209	52 157	53 217	60 745	66 957	51 250

Source : DGSCN, 2013

1.3. Secteur tertiaire

Regain d'activité au cours de la période 2002-2003 dû à la bonne tenue des services de transport

Le secteur tertiaire est le champ des activités de services. Elle regroupe le commerce, les activités de transport et de communications, les autres services marchands et les services non marchands. Avec un poids moyen de 42,4% du PIB à prix constant sur la période de 2000 à 2007, le secteur tertiaire se révèle être la composante la plus importante du PIB. Sa valeur ajoutée est en moyenne de 535,5 milliards de FCFA en volume. L'évolution du taux de croissance réel du PIB est tirée par l'évolution du taux de croissance de la valeur ajoutée du secteur tertiaire qui a augmenté de 1,4% en moyenne sur la période d'analyse en volume.

Tableau 14 : Compte de production du secteur tertiaire

Unité : 1 Million FCFA

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Valeur courante								
Production	850 401	898 140	930 870	994 663	990 209	1 000 042	1 025 297	1 020 176
Consommation intermédiaire	392 545	392 483	402 343	430 160	437 077	462 720	482 391	475 780
Valeur ajoutée	457 857	505 657	528 528	564 503	553 133	537 322	542 906	544 396
Valeur constante (base 100 en 2007)								
Production	959 418	945 550	962 614	1 030 658	1 042 500	1 017 828	1 026 582	1 020 176
Consommation intermédiaire	465 499	430 833	438 066	472 845	479 669	476 979	482 160	475 780
Valeur ajoutée	493 919	514 717	524 549	557 813	562 830	540 849	544 422	544 396

Source: DGSCN, 2013

La valeur ajoutée a enregistré une hausse sur presque toute la période sauf en 2005 où elle a baissé de 3,9%. Le secteur tertiaire est dominé par les services marchands qui ont connu une hausse moyenne de 2,1% en volume sur la période. Le commerce est la plus importante composante du secteur avec un poids moyen de 21,5% en termes réels suivi des services de transport et communication avec une part moyenne de 19,4% à prix constant sur la période 2000-2007.

Les services non marchands avec une part de 27,3% en volume n'ont augmenté que légèrement (0,5% en moyenne) au cours de la période d'analyse. Les meilleures contributions du secteur tertiaire (2,0 points et 2,8 points) à la croissance du PIB sont observées en 2001 et 2003 de

1.3.1. Services marchands

1.3.1.1. Commerce

Hausse en valeur des marges commerciales entre 2001 et 2003

La production du commerce en valeur courante de 2000 à 2007 a évolué de 208,2 milliards de FCFA en 2000 à 215,6 milliards de FCFA en 2007, soit en moyenne une évolution de 267,8 milliards. La production a atteint 271,8 milliards de FCFA en 2003.

En volume, la production du commerce a atteint 242,4 milliards en 2004 avec une production moyenne de 218 milliards de francs CFA sur la période de 2000-2007. En effet la production a augmenté de 12,7% en 2003 et baissé de 10,9% en 2005, soit une évolution moyenne de 0,3% sur la période.

Tableau 15 : Compte de production des activités de commerce

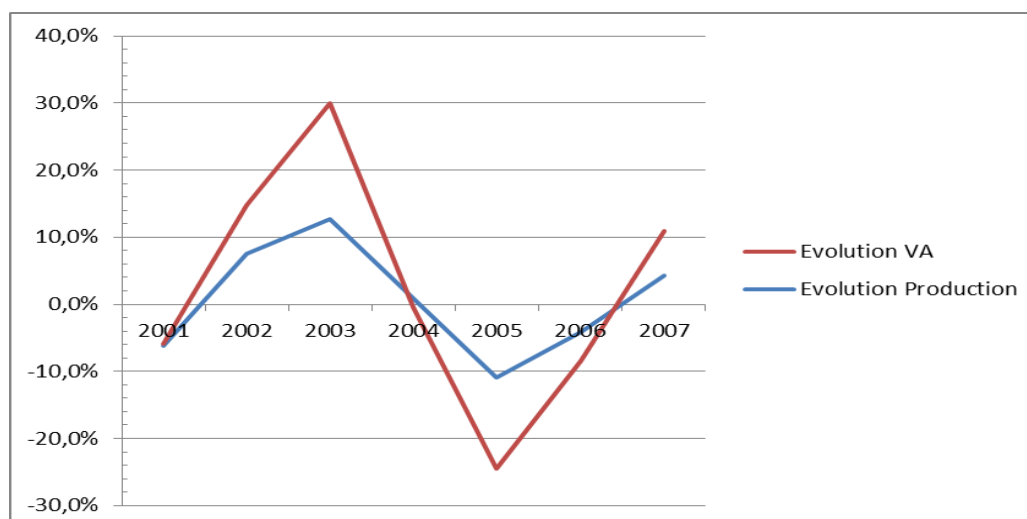
Unité = 1 million de FCFA

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Valeur courante								
Production	208 179	227 111	250 898	271 831	256 016	231 044	213 060	215 623
Consommation intermédiaire	88 652	82 196	87 450	95 609	98 705	97 401	98 676	100 487
Valeur ajoutée	119 528	144 914	163 448	176 222	157 311	133 643	114 384	115 136
Valeur constante (base 100 en 2007)								
Production	211 310	198 276	213 132	240 276	242 412	215 923	206 873	215 623
Consommation intermédiaire	106 651	93 284	100 464	108 181	112 061	103 328	98 997	100 487
Valeur ajoutée	104 659	104 993	112 668	132 096	130 351	112 595	107 876	115 136

Source: DGSCN, 2013

La valeur ajoutée courante moyenne de la période est de 160,7 milliards de francs CFA. Elle est passée de 119,5 milliards de FCFA en 2000 à 115,1 milliards de FCFA en 2007 et a atteint 176,2 milliards de francs CFA en 2003. En volume, elle a atteint le taux le plus élevé de la période de 17,2% en 2003 contre un taux plus faible de 13,6% en 2005 entraînant une évolution moyenne de 1,4%.

Graphique 4 : Evolution (%) de la production et de la valeur ajoutée en volume des activités de commerce de 2000 à 2007



Source: DGSCN, 2013

1.3.1.2. Transport et Télécommunication

➤ Transport

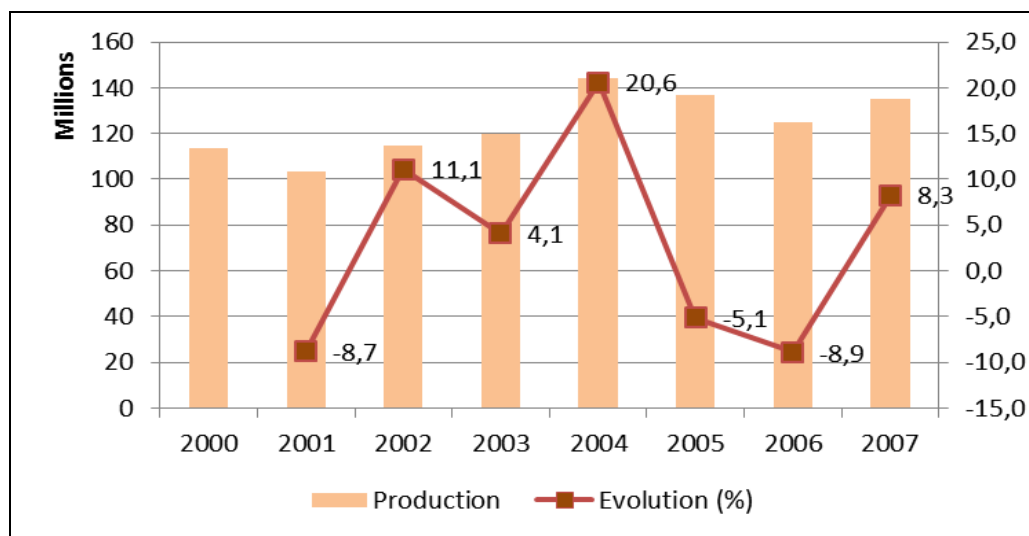
Regain d'activité des services de transport dû à la crise ivoirienne

La branche Transports englobe tous les types de transport ainsi que les activités des auxiliaires de transport. On note la présence du Port Autonome de Lomé et des grandes sociétés de manutention dans cette sous-branche.

La production de la branche Transports a connu une évolution caractérisée par une période favorable entre 2002 et 2003 et une période difficile entre 2004 et 2005. Sur la première période, la production en volume a augmenté de 11,1% en 2002, de 4,1% en 2003 et 20,6% en 2004. Le dynamisme de cette branche est impulsé par les activités portuaires qui ont connu un regain d'activité au cours de la période. En effet, à la faveur de la crise ivoirienne, certains pays de l'hinterland ont engagé la diversification de leurs axes d'approvisionnement au profit du Port Autonome de Lomé, unique port en eau profonde d'Afrique de l'ouest. En outre, l'accroissement de l'activité du PAL a eu pour corollaire celui du trafic routier.

La valeur ajoutée de la branche ne dépasse guère 5,0% du PIB entre 2000 et 2005 mais on note un accroissement continu sur la période. La valeur ajoutée est passée de 18,2 milliards de FCFA en 2000 à 50,6 milliards de FCFA en 2007, soit un accroissement de 14,2% en moyenne annuelle sur la période.

Graphique 5 : Evolution de la production de services de transport entre 2000 et 2007



Source: DGSCN, 2013

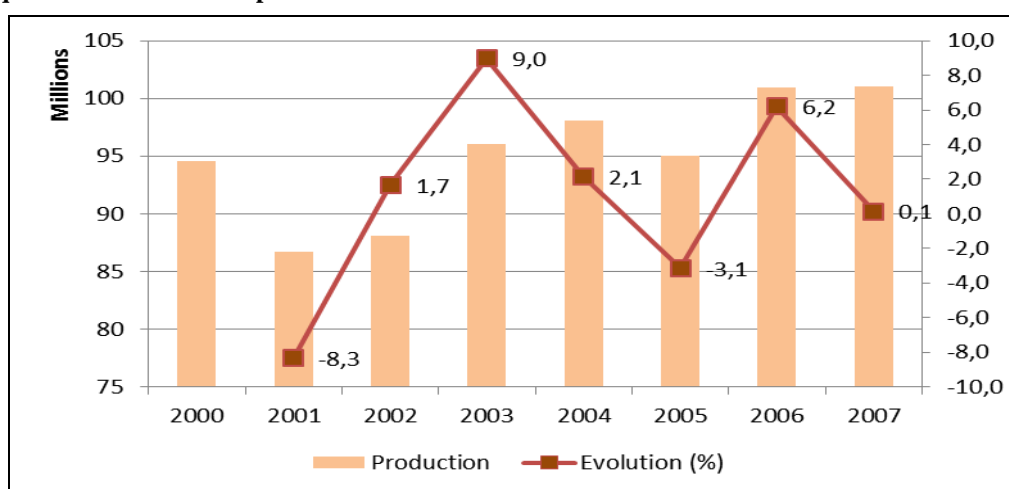
➤ Communication

La branche Communications regroupe la sous-branche des télécommunications et celle des postes. Au cours de la période 2000-2007, la production en volume de la branche a cru à un rythme annuel de 1,0% et passe de 95,5 milliards de FCFA en 2000 à 101,0 milliards de

FCFA en 2007. La production a fortement progressé entre 2001 et 2003 où l'évolution en volume atteint 9,0%, avant de connaître un ralentissement en 2004 (2,1%) et un recul de 3,1% en 2005.

Le secteur des télécommunications est un secteur à fort potentiel de croissance. En effet, la valeur ajoutée de la branche a augmenté plus vite que la production. Son évolution est de 2,3% en moyenne annuelle entre 2000 et 2007, passant de 53,4 milliards de FCFA à 62,6 milliards de FCFA en 2007. Le taux de valeur ajoutée est l'un des plus importants de l'économie.

Graphique 6 : Evolution de la production de services de communication entre 2000 et 2007



Source: DGSCN, 2013

La contribution de la branche Transport et Communication au PIB est passée de 7,8% en 2000 à 10,0% en 2007. Sur la période, la valeur ajoutée de la branche représente en moyenne 9,0% du PIB.

1.3.1.3. Autres services marchands

En valeur constante, la valeur ajoutée des autres services marchands enregistre sa première baisse en 2001. Au cours de cette année la valeur ajoutée est de 32,1 milliards de FCFA soit une baisse de 3,8% par rapport à 2000. La valeur ajoutée enregistre alors deux années successives de hausse en 2002 (32,8 milliards de FCFA) et 2003 (34,6 milliards de FCFA). Après une nouvelle baisse de 3,4% en 2004 et de 3,6% en 2005, la valeur ajoutée s'est de nouveau améliorée de 2,7% en 2006 et de 0,8% en 2007. En fin de période, la valeur ajoutée est de 35,2 milliards de FCFA.

La valeur ajoutée des autres services marchands en valeur courante au cours de la période sous revue a connu une croissance de 75,36% de ses activités sur les quatre premières années. De 2004 à 2006, la valeur ajoutée enregistre une diminution de 4%.

1.3.2. Services non marchands

Les services non marchands concernent les services offerts par l'administration publique. Il s'agit des activités d'administration publique, de services d'éducation publique et de santé et d'action sociale.

La branche après avoir enregistré une production en volume de 188,3 milliards de FCFA en 2000, assiste à un regain des activités l'année suivante puisque la production passe à 214,5 milliards de FCFA soit une augmentation de 13,9%. Sur la période 2002-2004, la production évolue en dents de scie. Ainsi, elle enregistre une baisse de 11,2% en 2002 et 2,1% en 2004 contre une augmentation de 3,3% en 2003. De 2005 à 2006, la production augmente de 6,6% passant de 218,1 milliards de FCFA à 232,7 milliards de FCFA. En 2007, on assiste de nouveau à une baisse de 9,8% de la production en volume.

Tableau 16: Services non marchands

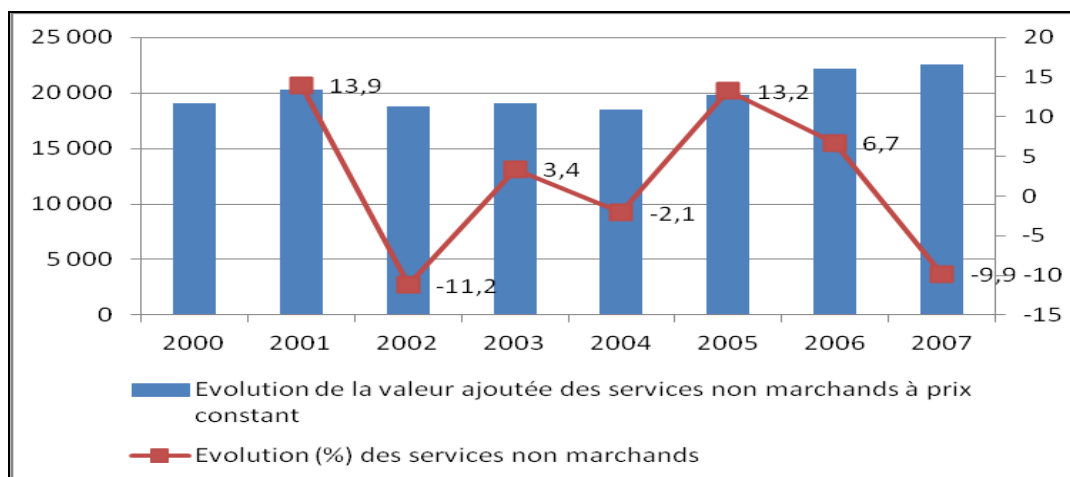
Unité=1 million FCFA

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Valeur courante								
Services d'administration publique	96 040	105 752	90 977	96 781	95 588	113 460	133 565	123 530
Services d'éducation	49 871	52 075	49 906	53 842	52 099	56 216	63 349	63 603
Services de santé et d'action sociale	17 432	18 586	17 875	19 026	18 501	19 956	22 290	22 573
Services non marchands	163 343	176 414	158 758	169 649	166 187	189 632	219 203	209 706
Valeur constante (Base 100 en 2007)								
Service d'administration publique	114 002	137 610	118 100	121 603	120 066	140 374	147 049	123 530
Service d'éducation	55 187	56 625	53 499	56 116	54 073	57 933	63 420	63 603
Activités de santé et d'action sociale	19 064	20 246	18 782	19 071	18 514	19 821	22 227	22 573
Services non marchands	188 253	214 481	190 381	196 791	192 653	218 127	232 697	209 706

Source: DGSCN, 2012

En ce qui concerne la production en valeur on assiste à la même évolution qu'en volume. La plus grande valeur est enregistrée en 2006 où la production est égale à 219,2 milliards FCFA et la valeur minimale est enregistrée en 2002 (158,8 milliards FCFA). De façon globale la production en valeur est passée de 163,3 milliards FCFA en 2000 à 209,7 milliards FCFA en 2007 soit un taux de croissance de 28,3%.

Graphique 7: Evolution des services non marchands et de la valeur ajoutée



Source: DGSCN, 2013

Sur la période d'étude, les services non marchands ont été largement influencés par les services d'administration publique. La plus petite part en valeur des services d'administration publique dans les services non marchands a été enregistrée en 2002 et 2003 où la part était de 57%. La plus grande valeur est enregistrée en 2006 où sa valeur est égale à 61%.

CHAPITRE 2: EVOLUTION DES EMPLOIS DU PIB ET IMPOTS ET TAXES

L'objet de ce chapitre est d'analyser les différentes composantes de la demande globale à savoir la demande intérieure et les échanges extérieurs. Il est également question d'analyser les efforts de mobilisation des recettes fiscales par l'Etat à travers l'évolution des impôts et taxes.

La demande intérieure a été le principal facteur de croissance sur la période 2000-2007. La consommation finale s'est bien comportée, avec un taux de croissance annuel moyen de 2,2% en volume avec un poids moyen de 91,7% du PIB. Elle est essentiellement tirée par la consommation finale des ménages qui enregistre une valeur moyenne de 991,2 milliards de FCFA en termes réels. Le taux d'investissement moyen sur la période d'analyse est de 23,0% en valeur et se situe à 19,1% du PIB en 2007 contre 23,2% en 2000 ; le plus important taux étant de 26,5% en 2004. Les exportations nettes sont déficitaires pour un montant moyen de 172,6 milliards de FCFA en valeur nominale (soit 14,5% du PIB).

Graphique 8 : Evolution du taux de croissance réel du PIB et des contributions à la croissance des emplois du PIB de 2000 à 2007



Source: DGSCN, 2013

Les impôts et taxes ont considérablement augmenté au cours de la période avec une valeur moyenne de 115,4 milliards de FCFA passant de 88,0 milliards de FCFA en 2000 à 115,9 milliards de FCFA en 2007. La taxe sur la valeur ajoutée occupe la plus importante part avec 47,8% des recettes totales suivie des impôts sur les importations qui représentent 29,2% en moyenne sur la période 2000-2007.

2.1. Consommation finale

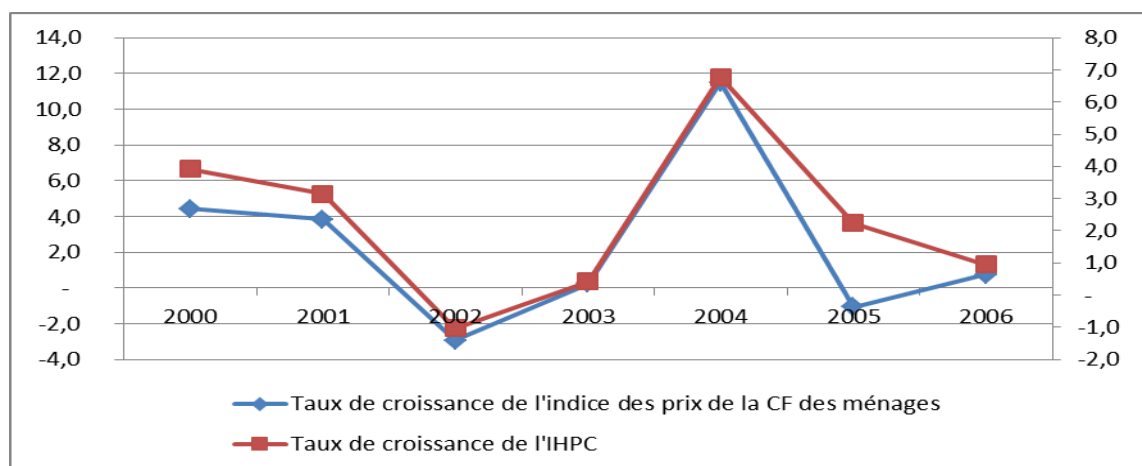
2.1.1. Consommation finale des ménages

Une consommation finale des ménages dominée par la demande des produits alimentaires

Les dépenses de consommation finale des ménages ont enregistré une croissance en volume de 1,9% en moyenne sur la période 2000 à 2007. Cette croissance a été soutenue essentiellement par la forte demande des produits alimentaires, des produits manufacturés, des produits pétroliers, des services d'hébergement et des services de transport et de communication. En valeur courante, la moyenne des dépenses de consommation des ménages est de 916,6 milliards de FCFA sur la période 2000-2007 dont 443,4 milliards de FCFA pour les produits alimentaires, 88,6 milliards de FCFA pour les produits manufacturés, 71,8 milliards de FCFA pour les services d'hébergement et 58,3 milliards de FCFA pour les produits pétroliers.

L'indice des prix à la consommation a augmenté de 2,4% en moyenne sur la période, les plus fortes évolutions ayant été enregistrées en 2001 (4,4%), en 2002 (3,8%) et en 2005 (11,5%). L'augmentation des prix des biens de consommation en 2005 pourrait être due aux conséquences de la crise politique que le pays a connue. Ce qui a entraîné une pénurie des produits surtout alimentaires. L'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) a augmenté de 10,9% entre 2004 et 2005.

Graphique 9 : Evolution des indices de prix de la Consommation finale des ménages et de l'IHPC de 2000 à 2007



Source: DGSCN, 2013

Au cours de la période 2000-2007, les dépenses en produits alimentaires ont augmenté de 4,4%. Entre 2005 et 2006, ces dépenses représentent en moyenne 52,2% des dépenses totales de consommation des ménages contre 44,8% pour la période 2000-2004. Compte tenu de leur

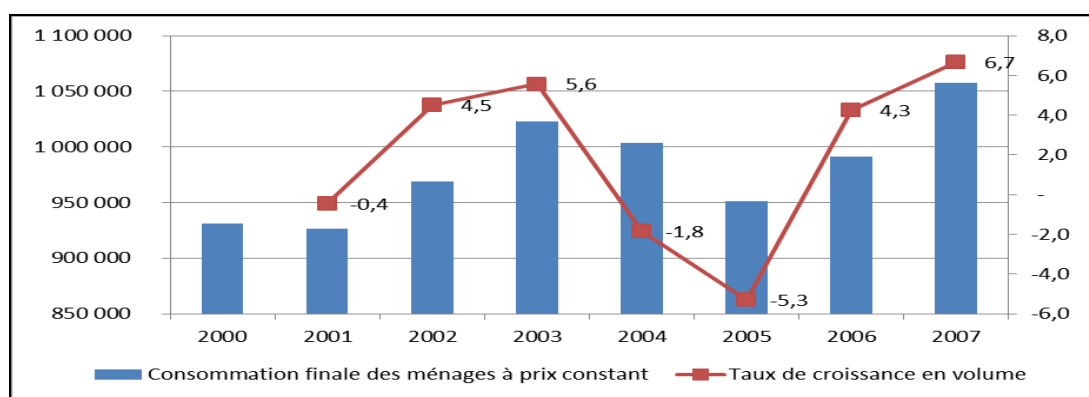
poids dans les dépenses totales, les prix des produits alimentaires tirent l'évolution des prix à la consommation des ménages.

En valeur nominale, les dépenses en produits manufacturés ont été relativement importantes avec un poids moyen annuel de 9,8% des dépenses de consommation des ménages sur la période 2000-2007. Elles ont légèrement baissé de 0,5% en volume et les plus fortes baisses ont été enregistrées en 2004 (24,5%) et en 2005 (14,8%).

L'évolution en volume des dépenses en produits pétroliers est liée à celle des dépenses de transport et communication au cours de la période 2000-2005. Le taux de croissance moyen a baissé de 11,3% pour les produits pétroliers et de 3,6% pour les services de transport et communication. Les dépenses d'hébergement, pour leur part, ont occupé une faible part dans les dépenses des ménages au cours de la période 2000-2007. En volume, elles représentent en moyenne 7,8% des dépenses totales de consommation des ménages. Concernant les dépenses en énergie et eau, elles ont augmenté en volume de 3,4% en moyenne au cours de la même période.

La consommation finale est la composante la plus importante de la demande qui contribue fortement à la croissance du produit intérieur brut sur la période d'analyse. Sa contribution est positive au cours des années 2001, 2002, 2003, 2006 et 2007 avec respectivement 2,6 points ; 3,0 points ; 4,6 points ; 4,7 points et 3,6 points. Elle est négative pour les années 2004 (-1,4 point) et 2005 (-1,2 point) où le taux de croissance réel du PIB est négatif.

Graphique 10 : Evolution de la Consommation finale des ménages à prix constant et du taux de croissance en volume de 2000 à 2007



Source: DGSCN, 2013

2.1.2. Consommation finale publique

Une hausse substantielle des dépenses sociales à la fin de la période

En valeur courante, la consommation finale publique est en moyenne de 147,8 milliards de FCFA avec une part de 13,6% de la consommation finale totale sur la période 2000-2007.

L'évolution de la consommation finale publique est influencée par celle des services d'administration publique qui représentent en moyenne 71,1%. La consommation finale a augmenté au cours des années 2001, 2003, 2005 et 2006 respectivement de 10,3%, 6,4%, 18,9% et 17,8%. Par contre, elle a baissé de 14,2% en 2002, de 1,2% en 2004 et de 5,7% en 2007.

Les dépenses sociales (éducation et santé) sont en moyenne de 42,8 milliards de FCFA avec une valeur de 38 milliards en 2000 et 52,5 milliards en 2007. Les dépenses de l'éducation sont les plus importantes avec une valeur moyenne de 32,4 milliards de FCFA contre 10,4 milliards de FCFA pour celles de la santé et d'actions sociales.

Tableau 17 : Evolution de la consommation finale publique et de ses composantes

Unité: 1 million FCFA

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Valeur courante								
Service d'APU	94 298	103 992	89 245	94 955	93 736	111 474	131 330	121 151
Services d'éducation	28 737	31 691	27 197	28 937	28 566	33 971	40 023	39 688
Activité de santé et d'actions sociales	9 267	10 220	8 771	9 332	9 212	10 955	12 907	12 829
CF publique	132 302	145 904	125 214	133 224	131 514	156 401	184 259	173 668
Valeur constante (base 100 en 2007)								
Service d'APU	111 398	134 472	115 043	118 455	116 870	136 940	144 216	121 151
Services d'éducation	31 604	34 247	28 975	29 973	29 465	34 792	39 820	39 688
Activité de santé et d'actions sociales	10 135	11 133	9 216	9 354	9 219	10 881	12 870	12 829
CF publique	153 137	179 852	153 233	157 782	155 554	182 613	196 906	173 668

Source : DGSCN, 2013

En termes réels, les dépenses sociales ont augmenté de 8,7% en 2001 ; 3,0% en 2003 ; 18,1% en 2005 et 15,4% en 2006. Elles ont baissé en 2002, 2004 et 2007 respectivement de 15,8% ; 1,6% et 0,3%.

2.2. Investissement total

Chute des investissements publics en 2007

Le niveau de l'investissement total (formation brute de capital fixe et variations de stocks) en valeur courante est passé de 245,3 milliards de FCFA en 2000 à 244 milliards de FCFA en 2007. La formation brute de capital fixe (FBCF) est passée de 155,6 milliards de FCFA en 2000 à 225,1 milliards de FCFA en 2007 avec une valeur moyenne de 190,7 de milliards de FCFA. La diminution de la FBCF en 2007 est due à la baisse importante de 48,3% des investissements publics. En volume, le montant total de l'investissement est passé de 317,2 milliards de FCFA en 2000 à 244 milliards de FCFA en 2007 avec un montant maximum de 403,3 milliards de FCFA en 2004.

La contribution de l'investissement total à la croissance du PIB est négative en 2005 (-7,3 points) ; 2006 (-2,7 points) et en 2007 (-2,2 points) tandis qu'elle est positive au cours des années 2001 (0,5 point), 2002 (2,3 points), 2003 (3,1 points) et 2004 (1,0 point).

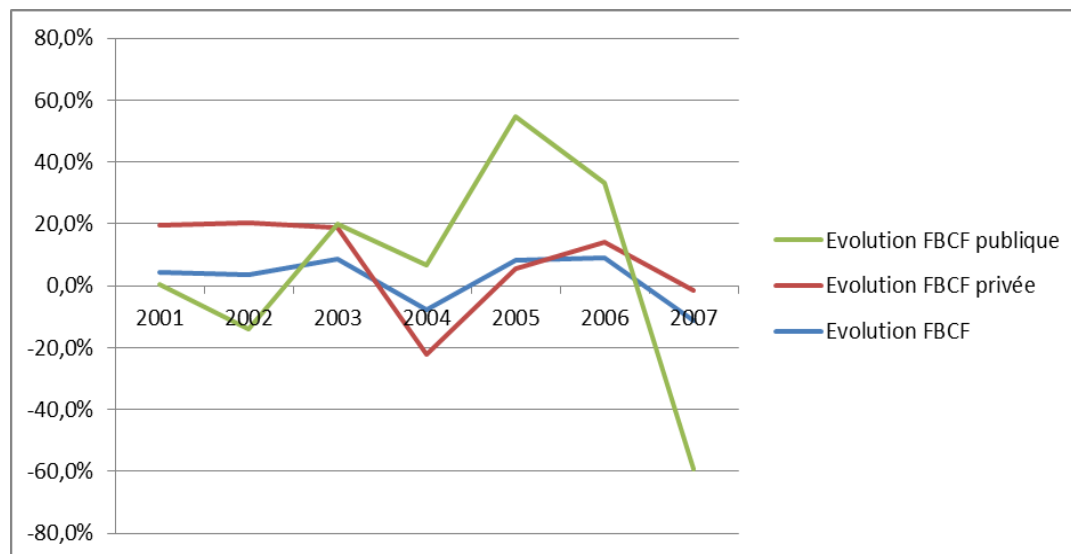
Tableau 18 : Evolution de l'investissement national

Unité : 1 million FCFA

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Valeur courante								
Formation brute de capital fixe	155559	167 390	187 754	196 732	179 215	193 198	220 672	225 053
Privée	108 821	128 552	160 226	170 125	145 067	141 987	155 307	191 273
Publique	46 738	38 838	27 528	26 607	34 148	51 211	65 365	33 780
Variation des stocks	89 767	87 222	100 981	112 763	136 654	66 611	18 064	18 959
Investissement total	245 326	254 612	288 735	309 495	315 869	259 809	238 736	244 012
Valeur constante (base 100 en 2007)								
Formation brute de capital fixe	199 090	207 350	214 987	233 766	215 541	233 073	254 174	225 053
Privée	133 909	154 540	180 369	198 736	170 455	165 684	173 756	191 273
Publique	65 181	52 810	34 619	35 030	45 087	67 390	80 418	33 780
Variation des stocks	118 113	115 831	136 377	156 618	187 763	73 384	18 818	18 959
Investissement total	317 203	323 181	351 365	390 384	403 304	306 457	272 992	244 012

Source : DGSCN, 2013

L'investissement total est essentiellement tiré par la FBCF privée dont la valeur à prix courant est en moyenne de 150,2 milliards de FCFA avec une part relative de 78,5% de la FBCF totale au cours de la période 2000-2007. La FBCF privée a augmenté en moyenne de 5,7% en volume sur la période sous revue avec des hausses en 2001 (15,4%), 2002 (16,7%), 2003 (10,2%), 2006 (4,9%) et en 2007 (10,1%). Elle a enregistré néanmoins une baisse de 14,2% et 2,8% respectivement en 2004 et en 2006.

Graphique 11 : Evolution de l'investissement nationale

Source: DGSCN, 2013

Concernant la FBCF publique, elle est de 40,5 milliards de FCFA en moyenne à prix courant avec une baisse en moyenne annuelle de 1,8% en volume sur la période 2000-2007. Les plus importantes baisses sont enregistrées en 2001 (19,0%), 2002 (34,4%) et en 2007 (58,0%).

2.3. Echanges extérieurs

Un solde de biens et services structurellement déficitaire

Les échanges extérieurs se composent des exportations et des importations des biens et services. Au cours de la période 2000-2007, les exportations ont connu globalement une croissance moyenne de 1,7% en volume et de 4,5% en valeur. Les plus fortes évolutions en volume sont celles des années 2002 et 2003 avec des taux de croissance respectifs de 10,8% et 16,9%. Celles des autres années ont enregistré des taux de croissance négatifs en volume. Sur la période 2000-2007, les exportations représentent, en valeur courante, 32,3% du PIB en moyenne contre 34,8% du PIB en volume.

En ce qui concerne les importations, elles ont augmenté en moyenne de 1,5% en volume et 6,4% en valeur sur toute la période d'analyse. Leur poids dans le PIB en valeur nominale est de 46,9% en moyenne contre 52,5% en volume au cours de la période 2000-2007.

Le solde extérieur est déficitaire pour un montant moyen de 172,6 milliards de FCFA en valeur nominale (soit 14,5% du PIB) et 222,9 milliards de FCFA en termes réels sur la période 2000-2007. En valeur courante, le solde des services est excédentaire pour un

montant de 23,1 milliards de FCFA en moyenne alors que celui des biens est déficitaire pour un montant de 192,6 milliards de FCFA au cours de la même période d'analyse.

Le taux de couverture des importations par les exportations est en moyenne de 69,0% en valeur courante et 66,4% en termes réels, traduisant ainsi, la faiblesse des recettes d'exportation à financer la facture des importations au cours de la période 2000-2007. Par ailleurs le taux de dépendance de l'économie togolaise vis-à-vis de l'extérieur est en moyenne de 79,2% en valeur sur la période, ce qui démontre une participation plus accrue du Togo au commerce international.

La contribution du solde des échanges extérieurs au cours de la période sous revue a été à la fois faible et contrastée. En effet, ce solde a connu au cours des années 2001, 2003, 2004 et 2007 des contributions négatives à la croissance économique de -2,5 points, -1,0 point, -0,6 point et -2,7 points respectivement. Mais, la contribution est positive de 0,2 point, 3,2 points et 0,6 point respectivement pour les années 2002, 2005 et 2006.

2.3.1. Exportations de biens et services

Faible performance des exportations des produits agricoles en volume

Le volume des exportations de biens et services a augmenté en moyenne de 1,7% contre un accroissement de 4,5% en valeur au cours de la période 2000-2007. Les plus fortes augmentations en volume ont été enregistrées en 2002 (10,8%) et en 2003 (16,9%) à cause de l'augmentation en termes réels des produits industriels notamment les autres produits de l'activité industrielle, les produits agricoles dont le coton fibre ainsi que les réexportations des produits pétroliers. Les exportations de services ont augmenté en volume de 12,0% en moyenne contre une augmentation des exportations de biens de 0,3%.

Tableau 19: Evolution en volume des exportations totales et de ses composantes

Unité : 1 Million F CFA

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Exportations de biens	350 235	338 463	369 030	447 941	391 969	380 101	355 187	343 948
Exportations de services	46 115	47 686	58 843	52 371	80 964	86 831	84 312	91 976
Total	396 350	386 149	427 873	500 312	472 933	466 932	439 498	435 924

Source: DGSCN, 2013

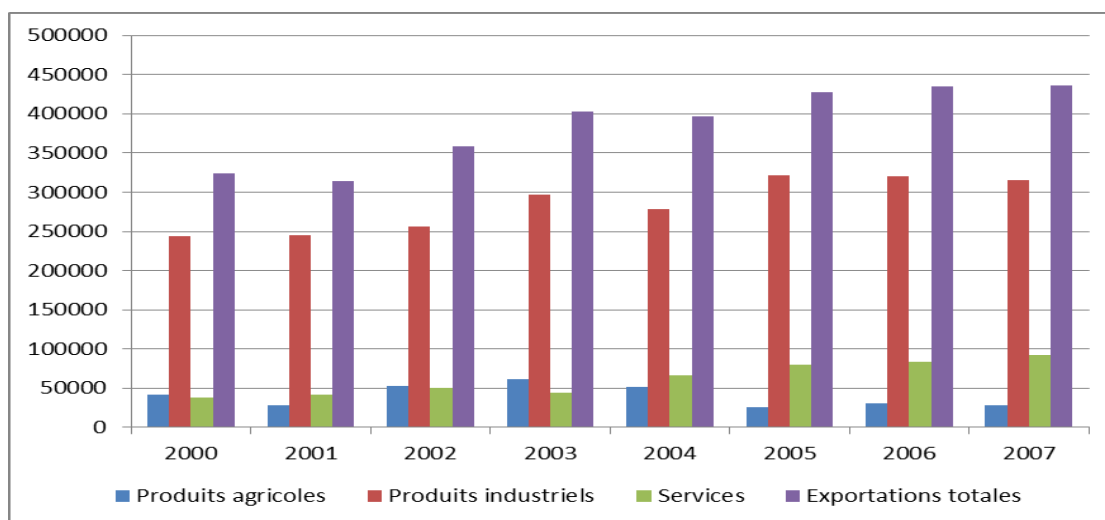
La valeur nominale des exportations de biens et services est de 386,8 milliards de FCFA en moyenne dont 324,6 milliards de FCFA pour les biens et 62,2 milliards de FCFA pour les

services sur la période 2000-2007. En termes réels le montant des exportations de biens et services est en moyenne de 440,7 milliards de FCFA sur la même période.

Les différents groupes de produits d'exportation se présentent comme suit :

- Les produits agricoles
- Les produits industriels
- Les services

Graphique 12 : Evolution des exportations et de ces composantes de 2000 à 2007



Source: DGSCN, 2013

i) Exportations de produits agricoles

Elles sont essentiellement composées de café, de cacao et de coton fibre et représentent 10,6% en moyenne des exportations totales de biens et services au cours de la période 2000-2007. La valeur des produits agricoles exportés est en moyenne de 40,1 milliards de FCFA. Elles ont baissé en moyenne de 3,8% en volume au cours de la même période.

Le coton fibre représente le plus important produit agricole exporté avec un poids moyen de 66,2% de la valeur totale des produits agricoles exportés. Les exportations du coton fibre ont connu une embellie au cours des années 2002, 2003 et 2004 avec des valeurs respectives de 40,6 milliards de FCFA, 52,3 milliards de FCFA et 42,1 milliards de FCFA en valeur courante. Elles ont chuté à 16,0 milliards de FCFA en 2005 à cause des difficultés qu'a connues la filière et qui ont amené les producteurs à se détourner de la production du coton pour raison de non-paiement par la société de coton des arriérés.

En ce qui concerne le café et le cacao, la valeur de leur exportation en termes courants est en moyenne de 4,2 milliards de FCFA et 4,8 milliards de FCFA respectivement au cours de la même période. La filière cacao a connu également des difficultés liées aux dégâts du virus *Swollen Shoot* sur les plantations. Les autres produits agricoles et les produits forestiers ne représentent que 7,8% en moyenne de la valeur totale des exportations des produits agricoles en termes courants au cours de la période 2000-2007.

ii) Exportations de produits industriels

Les produits industriels constituent les plus importants produits exportés (73,7% en moyenne au cours de la période d'analyse). Ils sont essentiellement composés des phosphates, des textiles, des produits alimentaires, des matériaux de construction dont le ciment et le clinker, des produits des autres activités de l'industrie, de l'électricité et des réexportations de produits pétroliers. Ils ont augmenté en moyenne de 1,3% en volume au cours de la période 2000-2007. Les plus importantes hausses en volume ont été enregistrées entre 2001 et 2003 (9,9%) alors que sur la période 2004-2007, le volume de leurs exportations a baissé en moyenne de 5,2%.

La valeur moyenne des exportations de phosphates est de 23,9 milliards de FCFA contre 21,3 milliards de FCFA en volume au cours de la période 2000-2007. Ils ont baissé en volume de 6% en moyenne sur la période à cause notamment de la vétusté des équipements de production de l'ex-société IFG.

La valeur courante des exportations des matériaux de construction s'élève en moyenne à 61,6 milliards de FCFA contre 64,5 milliards de FCFA en volume sur la période 2000-2007. Ils ont augmenté en volume, de 1,7% en moyenne et la plus importante hausse est enregistrée sur la période 2001-2005 (4,1%).

Pour l'électricité, la valeur nominale des exportations vers le Bénin au cours de la période est de 27,9 milliards de FCFA en moyenne alors qu'en termes réels, elle est de 29,3 milliards de FCFA soit un taux de croissance moyen de 5,5% en volume. Concernant les réexportations des produits pétroliers, elles sont en moyenne de 69,8 milliards de FCFA sur la période d'analyse en valeur courante.

iii) Exportations de service

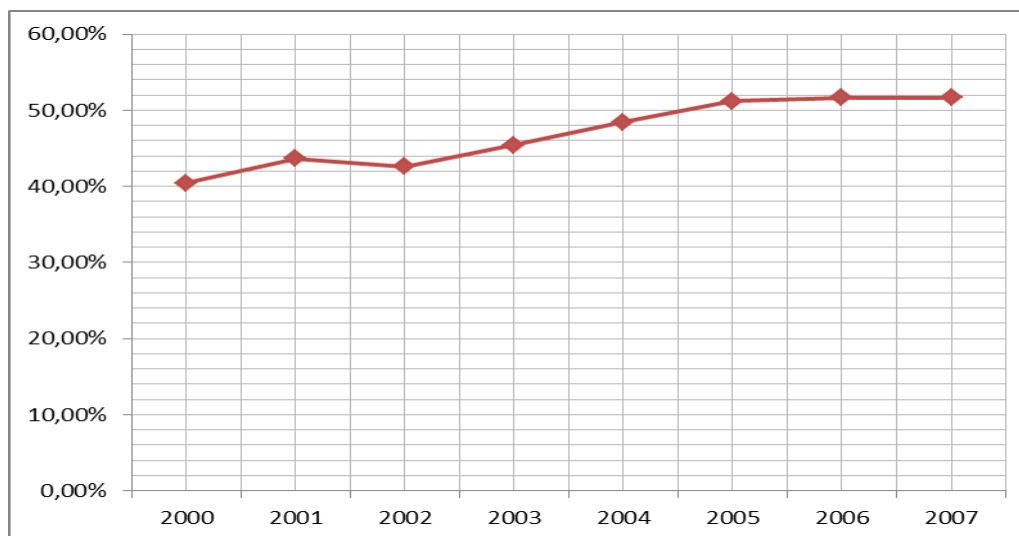
Au cours de la période 2000-2007, les exportations de services ont augmenté en volume de 12,0% avec un montant moyen de 62,2 milliards de FCFA en valeur courante et 68,6 milliards de FCFA en termes réels. Ces services sont essentiellement composés des services de transport qui ont fortement augmenté entre 2004 et 2007 (en moyenne 40,2 milliards de FCFA en valeur nominale), des services de poste et télécommunication (6,0 milliards de FCFA en moyenne sur la période 2000-2007 en termes courants) et des autres services (en moyenne 25,9 milliards de FCFA en valeur).

2.3.2. Importations de biens et services

Une valeur des importations dominée par celles des produits pétroliers

Les importations constituent avec la production nationale d'un pays l'ensemble des ressources pour faire face à la demande nationale et internationale. Dans le cas du Togo, cet agrégat occupe une part importante de l'activité économique.

Graphique 13 : Evolution de la part des importations en valeur dans le PIB



Source : DGSCN, 2013

Sur la période de l'étude, la tendance globale de l'évolution de la part des importations dans le PIB est à la hausse. La part des importations dans le PIB est passée de 40,5% en 2000 à 51,7% en 2007. Sur la période, la plus grande part des importations a été enregistrée en 2007 et la plus faible valeur a été réalisée en 2000 (40,5%).

L'évolution des importations en volume sur la période de 2000 à 2007 se décline principalement en deux phases : une phase de croissance (2000 à 2003) et une phase de

décroissance (2004 à 2006). Après cette phase de décroissance, les importations de biens enregistrent une augmentation de 4,1% en 2007 (632,1 milliards de FCFA en 2006 à 658,6 milliards de FCFA en 2007).

Tableau 20 : Evolution en volume des importations totales et de ses composantes

Unité : 1 million FCFA

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Importations de biens	566 228	582 219	613 953	691 314	678 218	625 348	592 356	606 443
Importations de services	36 466	37 045	44 858	53 147	46 715	42 837	39 701	52 111
Total	602 694	619 264	658 811	744 460	724 933	668 185	632 057	658 554

Source : DGSCN, 2013

La première phase de l'évolution des importations est marquée par une hausse sur la période allant de 2000 à 2003. Elles sont passées de 602,7 milliards de FCFA en 2000 à 744,5 milliards de FCFA en 2003. La hausse des importations est due en grande partie à celle des importations des biens qui sont passées de 566,2 milliards de FCFA en 2000 à 691,3 milliards de FCFA en 2003 soit un taux de croissance moyen de 7,2% de 2000 à 2003.

La deuxième phase est marquée par une baisse des importations de 2004 à 2006 due au ralentissement des importations de biens. Elles ont baissé de 2,6% en 2004 passant de 724,9 milliards de FCFA à 632,1 milliards de FCFA en 2006.

i) Importations de biens

Les importations de biens essentiellement composés de marchandises générales se positionnent comme étant la composante la plus importante des importations totales du pays (93% en moyenne sur la période 2000-2007).

L'évolution en volume des importations sur la période de 2000 à 2007 se décline principalement en deux phases : une phase de hausse (2000 à 2003) et une phase de baisse (2004 à 2006). Les importations de biens enregistrent une augmentation de 2,3% en 2007 avec une valeur de 606,4 milliards de FCFA contre 592,4 milliards de FCFA en 2006.

La première phase de croissance des importations est marquée par une hausse sur la période allant de 2000 à 2003. Les importations sont passées de 566,2 milliards de FCFA en 2000 à 691,3 milliards de FCFA en 2003 soit un taux de croissance moyen de 6,8%. Les produits pétroliers représentent la plus importante part dans les importations de biens. Les importations de produits pétroliers passent de 293,7 milliards de FCFA en 2000 à 349,8 milliards de FCFA en 2003. Celles des autres produits de l'industrie passent de 116,0

milliards de FCFA en 2000 à 172,6 milliards de FCFA en 2003 soit une augmentation de 48,8%.

La deuxième période est marquée par une baisse de 12,6% sur la période de 2004 à 2006 où elles sont passées de 678,2 milliards de FCFA en 2004 à 592,4 milliards de FCFA en 2006. Les importations d'électricité sont de 30,3 milliards de FCFA en moyenne au cours de la période d'analyse. En volume, elles ont augmenté de 3,4% en moyenne ; la plus importante hausse ayant été enregistrée en 2004 (18,1%).

ii) Importations de services

Les importations de services concernent essentiellement les services d'hébergement et de restauration, de transport, des postes et télécommunication, les services financiers, et les autres services. En 2007, elles ont enregistré une hausse de 31,2% avec une valeur de 52,1 milliards FCFA contre 39,7 milliards de FCFA en 2006. Au cours des années 2004, 2005 et 2006, les importations de services ont baissé respectivement de 12,1% ; 8,3% et 7,3%.

Les importations de services sont dominées par les services des transports qui ont augmenté de 71% entre 2000 et 2003 (17,9 milliards de FCFA en 2000 à 30,7 milliards de FCFA en 2003). Elles représentent en moyenne 47% des importations des services sur la période 2000-2007. Les valeurs à prix courant des services des postes et télécommunication, des services financiers et des autres services sont en moyenne de 3,1 milliards de FCFA, 2,9 milliards de FCFA et 13,4 milliards de FCFA respectivement sur la période d'analyse.

2.4. Les droits et taxes à l'importation

Une amélioration des recettes fiscales consécutive à la hausse de la taxe sur la valeur ajoutée

Les droits et taxes à l'importation ont connu une augmentation de 2000 à 2007. En effet, ils sont passés de 107,6 milliards de FCFA en 2000 à 140,5 milliards en 2007 en valeur nominale soit une croissance de 30,6% en l'espace de sept (7) années. La croissance moyenne sur cette période est de 4,8%.

Cette évolution est en partie imputable à la croissance consécutive enregistrée au niveau des recettes de la TVA qui ont plus que doublé. En effet, ces recettes sont passées de 37,3 milliards de FCFA en 2000 à 84,6 milliards de FCFA en 2007, dégageant un taux de

croissance moyen de 12,6% sur la période sous revue. Le taux le plus élevé sur la période a été relevé en 2006 avec un taux de 19,5%.

Tableau 21 : Evolutions des droits et taxes à l'importation

Unité: 1 million FCFA

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Valeur courante								
Droits et taxes à l'importation (DTI)	107 587,4	81 070,4	92 277,4	106 122,6	119 605,9	118 354,0	131 892,9	140 533,0
<i>Dont TVA</i>	<i>37 332,0</i>	<i>42 211,0</i>	<i>42 307,0</i>	<i>49 187,0</i>	<i>53 315,0</i>	<i>63 502,0</i>	<i>75 887,0</i>	<i>84 633,0</i>
Valeur constante (base 100 en 2007)								
Droits et taxes à l'importation (DTI)	155 216,8	143 607,7	146 502,7	160 273,0	166 572,2	146 128,1	146 755,1	140 533,0
<i>Dont TVA</i>	<i>42 739</i>	<i>46 651</i>	<i>45 058</i>	<i>53 955</i>	<i>58 469</i>	<i>63 070</i>	<i>76 410</i>	<i>84 633</i>

Source : DGSCN, 2013

CONCLUSION

L'activité économique au cours de la période 2000-2007 est marquée par un taux de croissance relativement fort au cours de l'année 2003 (6,7%) et un recul de l'activité en 2005 (-4,7%).

Le secteur primaire qui représente en moyenne 28,4% du PIB et 31,3% de la valeur ajoutée totale au cours de la période a contribué de 2,4 points à la croissance du PIB en 2003. La bonne performance du secteur primaire au cours de la période 2002-2003 s'explique par la hausse de 10,2% de la production vivrière et des produits de rente de 7,1% en 2003.

Le secteur secondaire avec un poids de 17,6% du PIB a également enregistré une hausse de 4,7% du volume de sa production en 2002 essentiellement tirée par la hausse de 5,4% de la production des industries manufacturières et celle de 21,9% de la production de phosphates en 2002. Mais, la crise énergétique, les difficultés de la filière de phosphates et le renchérissement des coûts des matières premières ont réduit ses performances au cours des années 2004 et 2005. Ce secteur a contribué à la croissance du PIB de 2,1 points en 2003.

En ce qui concerne le secteur tertiaire, il constitue la plus importante composante du PIB avec un poids moyen de 44,8% sur la période d'analyse. Il est dominé par des activités commerciales, des activités de transport, des services de postes et télécommunication.

Du côté de la demande, la croissance du PIB est tirée par la consommation finale qui reste la plus importante composante de la demande finale. La formation brute de capital fixe a baissé en 2007 à cause d'une chute importante de 48,3% des investissements publics.

Le solde extérieur de biens et services est resté structurellement déficitaire sur la période d'analyse avec une valeur moyenne de 172,6 milliards de FCFA soit 14,5% du PIB à prix courant.

ANNEXES

ANNEXE 1 : RESUME METHODOLOGIQUE

Les travaux d'interpolation des comptes nationaux de 2000 à 2006 ont été réalisés à l'aide du modèle TABLO qui a été écrit par D. Tommasi, JJ Aerts, Blaise LEENHARDT et Gaston OLIVE de l'Agence Française de Développement (AFD) et l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE).

1.1. Déroulement des travaux d'interpolation des comptes nationaux

Les travaux d'interpolation des comptes nationaux de 2000 à 2006 ont démarré en 2011. La première phase a consisté en des échanges avec les experts d'AFRISTAT et de l'INSEE et en la réalisation des travaux préparatoires par les comptables nationaux. Les échanges ont porté essentiellement sur les données à collecter, les autres départements à impliquer dans le processus et la transcription des tableaux de ressources et des emplois (TRE) des années de comptes nationaux disponibles (2000 et 2007) dans une nomenclature commune.

A l'issue de cette première phase, les travaux se sont déroulés en ateliers au cours desquels le fonctionnement du modèle et les informations requises pour les travaux d'interpolation des comptes nationaux ont été présentés. Les travaux ont également consistés à la réalisation des projections spontanées et aux différents arbitrages des comptes nationaux année après année.

1.2. Caractéristique du modèle TABLO

Le modèle TABLO est un modèle qui décrit une économie selon des relations dynamiques de type keynésien. Il distingue toutefois des secteurs d'offre et des secteurs de demande et n'utilise pas un système d'équations simultanées mais une matrice de type Leontief. Il s'appuie sur des relations essentiellement comptables et s'installe facilement sur un tableur (de type Excel). Il comporte plusieurs classeurs avec des liens entre eux.

Il est directement inspiré de la comptabilité nationale et nécessite une bonne connaissance des concepts utilisés en comptabilité nationale. Son utilisation garantit la cohérence comptable de toutes les hypothèses faites par ailleurs. Il s'appuie sur des équilibres ressources emplois par produits. Un certain nombre de variables sont calculés en admettant l'hypothèse de la constance de ratios (coefficients techniques, coefficients budgétaires, taux de marge, propensions à consommer, etc.).

Des relations non comptables peuvent être introduites a priori, sans validation empirique (élasticités, fonction de demande de monnaie, détermination des prix ou des taux de marges) ou après validation économétrique, si cette possibilité existe par ailleurs. De plus, un nombre limité de variables exogènes suffit à boucler le modèle.

Pour utiliser le modèle TABLO, il faut disposer d'un compte détaillé pour l'année de départ (dite année N), si possible récente, avec au moins un tableau des ressources et des emplois (TRE) en valeur, un TOFE, un tableau de la dette, une balance des paiements, et si possible un TCEI et un compte monétaire. Ce type de modèle est « à géométrie variable ». Il peut être utilisé dans une version « basique », accessible à tout économiste, puis il peut être sophistiqué à l'infini, jusqu'à atteindre la complexité d'un modèle d'équilibre général calculable. Les principales limites sont les suivantes :

- Le modèle TABLO est un modèle de court terme avec l'hypothèse de la constance des ratios (coefficients techniques, coefficients budgétaires, taux de marge, propensions à consommer, etc.). Il est donc plus adapté aux projections de court terme.
- Il ne permet pas d'avoir le tableau des comptes économiques intégrés (TCEI) comme le module ERETES ; ce qui rend difficile l'obtention des informations par secteur institutionnel.

1.3. Projections et arbitrages des comptes nationaux

Pour le cas du Togo, d'interpolation des comptes nationaux a été faite de l'année N vers l'année N-1 (donc de l'année de base 2007 vers l'année 2001). Un ensemble de variables exogènes et de contrôle ont été collectées pour les besoins du modèle. Les variables exogènes concernent les évolutions des prix (nationaux et internationaux), de volumes et des valeurs des produits et agrégats. L'introduction de ces variables dans le modèle (pour une année donnée) donne la projection spontanée. Après la projection spontanée d'une année de compte, deux types d'arbitrages sont réalisés. Il s'agit des arbitrages sur les prix sur les volumes.

L'arbitrage sur les prix consiste à obtenir pour chaque produit la cohérence des prix d'acquisition projeté par le modèle avec ceux de l'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) ou encore des prix l'exportation et à l'importation pour les produits du commerce extérieur.

En ce qui concerne l'arbitrage sur les volumes, il consiste à réaliser non seulement l'équilibre ressource-emploi par produit, mais aussi à obtenir la cohérence des taux de croissance de la production en volume projetés avec ceux de l'indice harmonisé de la production industrielle (IHPI) du côté de l'offre. Des ajustements sont faits au niveau de certaines composantes de la demande (consommation finale, variations de stocks et formation brute de capital fixe privée) pour réaliser l'équilibre.

Les valeurs des importations et des exportations par produit doivent correspondre à celles des données sources du commerce extérieur et de la balance de paiement.

1.4. Nomenclature

Pour les besoins du modèle, la nomenclature pour l'interpolation des comptes nationaux de 2000 à 2006 a été réduite à vingt (20) branches d'activités et de produits au niveau 2 tout en mettant en exergue certains produits spécifiques comme le café, le cacao, le coton fibre et les phosphates.

1.5. Calcul des agrégats à prix constants (base 100 en 2007): chaînage des indices

Les travaux d'interpolation des CN à l'aide du modèle TABLO ont permis de déterminer les agrégats à prix courant (N) et ceux au prix N-1. Mais, pour la publication des résultats, les agrégats à prix constant sont déterminés par rapport à l'année de base 2007. D'où le chaînage des indices de volume. Pour le cas du Togo, on est parti de l'année N vers N-1.

Donc, le principe de chaînage est le suivant : la série à « prix constants » est obtenue en divisant les indices de volume d'une année à l'autre. Pour une année précédant immédiatement l'année de référence (N-1), l'on part de la valeur courante de l'année de référence (N) que l'on divise par son indice de volume par rapport à cette année pour obtenir la valeur constante.

Pour l'année N-2 l'on divise cette nouvelle valeur constante (N-1) par l'indice de volume entre les deux années consécutives, et ainsi de suite.

Par exemple, pour calculer le PIB de l'année 2006 (année antérieure à 2007), on divise le PIB de l'année 2007 par l'indice de volume de l'année 2007, et ainsi de suite (Indice de volume 2007 = Valeur au prix n-1 de 2007 / valeur courante de 2006).

1.6. Les services impliqués dans les travaux

Les services impliqués dans les travaux d'interpolation des comptes nationaux de 2000 à 2006 sont les suivants :

- La Direction Générale de la Statistique et de la Comptabilité Nationale (DGSCN) ;
- La Direction de l'Economie ;
- La Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) ;
- La Direction des Finances ;
- La Direction des Statistiques Agricoles, de l'Informatique et de la Documentation (DSID).

1.7. Difficultés rencontrées

- Difficulté d'avoir des données désagrégées sur toute la période de projection (l'IHPI par exemple ne couvre pas toute la période et tous les produits de la nomenclature retenue ne sont pas suivis). Les prix à l'importation et à l'exportation surtout pour les services sont difficiles à obtenir, etc.
- Difficulté d'exploitation de certaines données sources surtout au niveau des déflateurs en dépit de l'utilisation des données du comité PIB.

ANNEXE 2: PRODUCTION PAR BRANCHE

Tableau 22: Evolution de la production par branche d'activités en valeur courante

Unité : 1 Million FCFA

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2 008
Secteur primaire	343 940,0	355 185,9	401 210,8	386 620,4	373 065,0	426 316,2	420 642,1	434 301,0	566 661,0
Agriculture	272 114,9	282 845,2	324 535,0	303 152,3	287 432,8	340 336,0	329 206,8	335 839,0	461 542,0
Agriculture vivrière	226 587,1	225 513,5	265 001,8	253 433,6	235 279,3	308 251,7	295 117,7	294 943,0	413 724,0
Culture de rente	45 527,7	57 331,7	59 533,1	49 718,7	52 153,4	32 084,3	34 089,1	40 896,0	47 818,0
Elevage et chasse	28 062,5	30 059,2	32 428,2	34 190,3	36 920,1	38 339,5	40 554,8	45 289,0	47 965,0
Sylviculture., exploit. forestière.	28 300,5	27 065,8	29 667,1	31 659,7	30 101,9	30 060,3	33 041,3	34 268,0	35 876,0
Pêche	15 462,1	15 215,7	14 580,5	17 618,1	18 610,3	17 580,5	17 839,2	18 905,0	21 278,0
Secteur secondaire	727 392,8	680 937,6	749 644,1	817 903,2	754 231,8	722 384,7	765 834,2	746 901,0	855 407,0
Industries extractives	60 290,7	45 709,2	49 216,8	45 654,6	41 197,2	38 464,6	41 569,5	28 508,0	67 329,0
Phosphates	42 400,8	29 485,8	32 082,6	29 942,3	24 540,2	19 856,0	23 795,9	15 866,0	53 138,0
Autres activités d'extraction	17 889,9	16 223,4	17 134,2	15 712,3	16 657,0	18 608,6	17 773,6	12 642,0	14 191,0
Industries manufacturières	491 890,0	458 350,6	511 537,9	572 513,4	517 211,5	470 984,0	478 948,0	486 247,0	528 226,0
Agroalimentaires, boissons et tabac	124 288,0	97 883,0	113 334,2	128 036,6	131 746,2	157 702,4	174 444,0	192 440,0	212 488,0
Textiles, habillement, travail du bois, édit et imprimerie	60 735,5	38 996,9	63 696,2	77 227,4	70 453,6	38 321,9	40 293,5	40 526,0	45 060,0
Matériaux de construction	84 324,6	144 782,5	157 185,5	162 793,4	143 407,5	137 613,9	134 765,8	134 860,0	142 661,0
Autres activités manufacturières	222 541,9	176 688,1	177 322,0	204 456,0	171 604,3	137 345,8	129 444,7	118 421,0	128 017,0
Electricité, gaz et eau	64 345,3	64 343,3	70 212,9	79 693,8	73 671,4	73 129,8	80 228,2	79 054,0	86 685,0
Construction	110 866,8	112 534,5	118 676,5	120 041,4	122 151,7	139 806,3	165 088,4	153 092,0	173 167,0
Secteur tertiaire	850 401,2	898 139,9	930 870,3	994 663,5	990 209,3	1 000 042,3	1 025 297,1	1 020 176,0	1 131 629,0
Commerce	208 179,5	227 110,6	250 898,1	271 830,7	256 016,0	231 044,2	213 060,0	215 623,0	242 110,0
Activités d'hébergement et de restauration	79 089,7	79 386,2	85 423,5	92 884,2	88 413,7	84 462,9	89 409,3	91 174,0	95 092,0

Comptes nationaux du Togo 2000 à 2007

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2 008
Transports et entrepôts	74 304,4	71 629,9	78 253,5	78 124,7	95 339,5	118 187,8	124 598,0	135 142,0	169 248,0
Postes et télécommunications	90 472,0	107 021,5	108 577,9	110 224,6	111 529,8	108 411,1	107 778,8	101 042,0	126 026,0
Services financiers	55 876,5	50 764,4	55 616,3	63 712,3	59 845,7	55 654,8	55 072,9	53 958,0	57 009,0
Services immobiliers et services aux entreprises	134 467,9	133 769,1	136 569,0	147 674,3	153 311,6	152 188,7	154 557,6	151 872,0	174 552,0
Autres services marchands	44 668,8	52 044,5	56 773,6	60 563,8	59 565,8	60 461,0	61 617,0	61 659,0	46 158,0
Services non marchands	163 342,6	176 413,6	158 758,4	169 648,9	166 187,2	189 631,9	219 203,5	209 706,0	221 434,0
Total branche	1 921 734,1	1 934 263,4	2 081 725,2	2 199 187,1	2 117 506,2	2 148 743,3	2 211 773,4	2 201 378,0	2 553 697,0

Source: DGSCN, 2013

Tableau 23: Evolution de la production par branche d'activités en valeur constante (base 100 en 2007)

Unité : 1 Million FCFA

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2 008
Secteur primaire	396 052,8	391 510,5	423 126,4	436 529,0	423 496,2	403 852,5	425 206,2	434 301,0	438 911,0
Agriculture	303 970,1	304 839,8	333 610,3	341 189,5	327 772,2	307 227,2	328 143,9	335 839,0	336 655,0
Agriculture vivrière	252 560,8	241 878,6	266 123,1	278 798,9	262 112,1	268 921,7	289 493,7	294 943,0	295 102,0
Culture de rente	51 409,3	62 961,2	67 487,2	62 390,5	65 660,1	38 305,5	38 650,1	40 896,0	41 553,0
Elevage et chasse	36 824,1	37 928,8	39 066,7	40 238,7	41 445,9	42 689,2	43 969,9	45 289,0	46 814,0
Sylviculture., exploit. forestière.	39 926,5	36 782,4	37 219,8	40 049,8	38 503,9	36 698,6	35 271,3	34 268,0	35 556,0
Pêche	15 332,0	11 959,4	13 229,7	15 051,1	15 774,3	17 237,4	17 821,1	18 905,0	19 886,0
Secteur secondaire	798 312,3	738 292,4	769 073,9	865 440,3	810 472,3	782 364,7	807 057,7	746 901,0	771 685,0
Industries extractives	47 758,5	40 979,7	45 147,5	48 207,0	41 566,0	40 071,3	42 889,7	28 508,0	32 117,0
Phosphates	29 339,9	22 561,4	27 498,9	31 123,0	23 588,8	21 594,4	24 775,7	15 866,0	18 005,0
Autres activités d'extraction	18 418,6	18 418,3	17 648,6	17 084,0	17 977,3	18 476,9	18 114,0	12 642,0	14 112,0
Industries manufacturières	532 100,3	480 149,8	505 904,7	580 405,8	533 408,6	486 584,4	484 076,4	486 247,0	491 469,0
Agroalimentaires, boissons et tabac	149 065,8	112 079,9	123 640,5	146 313,6	156 189,4	173 205,3	181 820,0	192 440,0	193 453,0
Textiles, habillement, travail du bois, édition et imprimerie	62 924,8	38 943,7	56 786,9	70 071,8	58 612,1	37 379,4	38 681,4	40 526,0	41 891,0
Matériaux de construction	89 563,3	150 746,8	157 195,5	165 959,3	150 861,8	143 791,2	137 767,7	134 860,0	131 987,0
autres activités manufacturières	230 546,3	178 379,4	168 281,7	198 061,0	167 745,3	132 208,4	125 807,3	118 421,0	124 138,0
Electricité, gaz et eau	65 913,1	66 248,1	71 026,8	81 026,2	76 528,9	74 253,0	80 081,1	79 054,0	86 641,0
Construction	152 540,4	150 914,8	146 995,0	155 801,4	158 968,9	181 456,0	200 010,4	153 092,0	161 458,0
Secteur tertiaire	959 418,1	945 550,3	962 614,4	1 030 657,5	1 042 499,7	1 017 827,7	1 026 582,2	1 020 176,0	1 086 041,0
Commerce	211 309,5	198 276,4	213 131,5	240 276,4	242 412,4	215 923,1	206 873,2	215 623,0	208 199,0
Activités d'hébergement et de restauration	94 793,6	94 237,0	100 279,9	105 397,3	93 918,7	84 904,7	88 124,3	91 174,0	94 376,0
Transports et entrepôts	113 369,5	103 457,1	114 958,2	119 691,7	144 360,0	137 004,1	124 812,4	135 142,0	160 480,0
Postes et télécommunications	94 545,6	86 675,5	88 120,0	96 036,7	98 085,4	95 007,6	100 899,4	101 042,0	128 647,0
Services financiers	55 662,0	50 553,3	53 575,9	57 450,2	54 428,5	53 025,7	54 522,5	53 958,0	61 861,0
Services immobiliers et services aux entreprises	137 022,4	138 873,8	142 255,3	151 614,5	155 804,2	154 809,3	157 015,9	151 872,0	171 406,0
Autres services marchands	64 462,1	58 996,4	59 912,4	63 400,2	60 837,4	59 025,7	61 637,7	61 659,0	45 957,0
Services non marchands	188 253,3	214 480,7	190 381,2	196 790,6	192 653,0	218 127,3	232 696,7	209 706,0	215 115,0
Total branche	2 153 783,2	2 075 353,3	2 154 814,7	2 332 626,9	2 276 468,2	2 204 044,8	2 258 846,0	2 201 378,0	2 296 637,0

Source: DGSCN, 2013

ANNEXE 3: VALEUR AJOUTEE PAR BRANCHE

Tableau 24 : Evolution de la valeur ajoutée par branche d'activités en valeur courante

Unité : 1 Million FCFA

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2 008
Secteur primaire	289 538,5	303 890,0	343 958,9	330 016,1	317 031,0	368 480,0	360 428,5	373 186,0	495 920,0
Agriculture	240 988,4	249 346,1	286 460,4	266 321,8	251 456,0	306 028,0	293 237,1	299 273,0	422 328,0
Agriculture vivrière	206 024,3	205 180,3	241 582,9	229 999,5	213 405,7	282 360,8	267 759,4	267 442,0	383 007,0
Culture de rente	34 964,2	44 165,7	44 877,5	36 322,3	38 050,3	23 667,3	25 477,7	31 831,0	39 321,0
Elevage et chasse	19 608,9	21 084,7	22 674,6	24 761,1	27 309,1	26 647,9	29 372,4	33 893,0	32 048,0
Sylviculture., exploit. forestière.	8 299,3	11 498,2	10 409,5	12 892,0	13 591,6	11 505,8	10 909,7	11 649,0	13 188,0
Pêche	20 641,9	21 961,0	24 414,5	26 041,3	24 674,3	24 298,3	26 909,3	28 371,0	28 356,0
Secteur secondaire	204 570,5	195 107,9	219 171,9	226 334,9	201 989,8	178 783,1	193 358,9	216 301,0	232 346,0
Industries extractives	39 302,9	26 257,6	27 543,9	22 621,4	21 052,6	16 572,5	15 843,5	11 538,0	35 582,0
Phosphates	29 715,8	19 362,8	19 549,4	15 712,0	13 748,9	9 083,3	10 295,5	7 278,0	30 934,0
Autres activités d'extraction	9 587,1	6 894,8	7 994,5	6 909,4	7 303,7	7 489,2	5 548,0	4 260,0	4 648,0
Industries manufacturières	119 861,0	122 848,4	138 285,3	149 248,0	127 661,8	109 545,3	112 115,9	121 805,0	108 761,0
Agroalimentaires, boissons et tabac	21 198,2	21 685,7	29 070,6	32 179,2	27 432,3	32 869,3	44 604,8	52 406,0	37 067,0
Textiles, habillement, travail du bois, édition et imprimerie	9 869,5	9 790,1	9 273,0	8 719,1	11 226,4	8 664,6	9 083,7	10 192,0	18 092,0
Matériaux de construction	40 359,3	41 189,1	46 082,6	47 178,9	39 656,2	32 516,3	28 083,2	29 353,0	26 339,0
autres activités manufacturières	48 434,0	50 183,5	53 859,1	61 170,8	49 346,9	35 495,0	30 344,2	29 854,0	27 263,0
Electricité, gaz et eau	27 867,6	27 527,6	30 047,6	33 816,1	31 624,5	30 733,5	32 004,5	31 708,0	32 852,0
Construction	17 539,0	18 474,3	23 295,1	20 649,4	21 650,9	21 931,8	33 395,0	51 250,0	55 151,0
Secteur tertiaire	457 856,7	505 656,7	528 527,8	564 503,3	553 132,6	537 321,9	542 905,7	544 396,0	600 930,0
Commerce	119 527,7	144 914,1	163 448,0	176 221,5	157 310,7	133 643,3	114 384,2	115 136,0	113 644,0
Activités d'hébergement et de restauration	24 314,7	23 021,7	25 004,8	32 142,2	32 537,6	28 320,0	30 182,0	29 103,0	25 460,0
Transports et entrepôts	18 013,2	17 075,7	18 080,7	17 337,6	21 376,9	38 675,4	45 597,9	50 570,0	56 300,0
Postes et télécommunications	55 620,6	72 125,0	72 920,3	72 768,6	73 339,1	70 477,1	68 271,8	62 595,0	92 438,0

Comptes nationaux du Togo 2000 à 2007

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2 008
Services financiers	28 434,1	27 324,3	30 432,8	36 539,5	34 102,3	30 170,7	28 953,6	28 287,0	24 340,0
Services immobiliers et services aux entreprises	98 348,8	95 847,8	96 982,8	106 107,3	110 582,0	108 041,5	109 451,9	108 606,0	129 061,0
Autres services marchands	21 060,8	30 282,6	34 387,2	36 932,9	36 277,0	35 844,1	34 790,5	35 192,0	28 403,0
Services non marchands	119 075,7	121 996,5	116 526,2	118 796,7	117 161,5	119 037,5	138 259,8	142 078,0	155 633,0
SIFIM	-26 538,9	-26 930,9	-29 255,2	-32 343,0	-29 554,5	-26 887,6	-26 986,0	-27 171,0	-24 349,0
Total branche	951 965,6	1 004 654,6	1 091 658,6	1 120 854,3	1 072 153,4	1 084 585,0	1 096 693,0	1 133 883,0	1 329 196,0
Droits et taxes à l'importation (DTI)	107 587,4	81 070,4	92 277,4	106 122,6	119 605,9	118 354,0	131 892,9	140 533,0	153 164,0
<i>Dont TVA non déductible</i>	<i>37 332,0</i>	<i>42 211,0</i>	<i>42 307,0</i>	<i>49 187,0</i>	<i>53 315,0</i>	<i>63 502,0</i>	<i>75 887,0</i>	<i>84 633,0</i>	<i>90 023,0</i>
Produit intérieur brut (PIB)	1 059 553,0	1 085 734,0	1 183 959,0	1 226 968,0	1 191 780,0	1 202 931,0	1 228 528,0	1 274 416,0	1 482 360,0

Source: DGSCN, 2013

Tableau 25 : Evolution de la valeur ajoutée par branche d'activités en valeur constante (base 100 en 2007)

Unité : 1 Million FCFA

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2 008
Secteur primaire	333 471,7	334 539,6	362 042,6	373 912,2	361 395,2	346 616,0	365 674,4	373 188,0	383 593,0
Agriculture	269 025,5	268 330,7	293 837,3	301 364,3	288 778,2	273 661,7	292 583,8	299 273,0	304 642,0
Agriculture vivrière	229 011,6	219 325,4	241 309,3	252 803,2	237 672,3	243 846,9	262 500,8	267 442,0	271 539,0
Culture de rente	40 013,9	49 005,2	52 528,0	48 561,1	51 105,9	29 814,7	30 082,9	31 831,0	33 103,0
Elevage et chasse	27 558,1	28 384,9	29 236,4	30 113,5	31 016,9	31 947,4	32 905,8	33 893,0	36 601,0
Sylviculture., exploit. forestière.	7 189,6	7 369,2	8 152,0	9 274,3	9 719,9	10 621,4	10 981,1	11 649,0	13 222,0
Pêche	29 698,5	30 454,9	30 817,0	33 160,2	31 880,2	30 385,5	29 203,7	28 373,0	29 128,0
Secteur secondaire	208 616,2	208 168,7	213 898,5	238 793,7	226 970,5	222 683,9	232 718,6	216 301,0	202 556,0
Industries extractives	19 624,8	16 555,7	18 561,3	20 033,5	16 878,4	16 131,9	17 468,9	11 538,0	3 895,0
Phosphates	13 458,7	10 349,3	12 614,2	14 276,6	10 820,6	9 905,7	11 365,0	7 278,0	-2 537,0
Autres activités d'extraction	6 166,1	6 206,4	5 947,1	5 756,8	6 057,8	6 226,2	6 103,9	4 260,0	6 432,0
Industries manufacturières	110 976,4	114 520,2	117 640,0	134 104,2	126 179,6	116 024,3	116 173,1	121 805,0	112 964,0
Agroalimentaires, boissons et tabac	28 883,0	29 862,3	32 943,6	40 646,7	42 271,4	45 297,0	47 549,9	52 406,0	42 733,0
Textiles, habillement, travail du bois, édition et imprimerie	8 006,5	8 230,9	8 781,1	8 255,3	10 302,5	8 308,6	9 022,2	10 192,0	14 608,0
Matériaux de construction	32 151,3	32 810,9	34 214,4	36 121,9	32 835,9	31 296,9	29 985,9	29 353,0	26 339,0
autres activités manufacturières	41 935,7	43 616,1	41 700,9	49 080,3	40 769,8	31 121,8	29 615,0	29 854,0	29 284,0
Electricité, gaz et eau	25 837,1	26 571,6	28 488,3	32 499,0	30 695,2	29 782,4	32 120,0	31 708,0	36 256,0
Construction	52 177,9	50 521,2	49 208,9	52 157,0	53 217,4	60 745,3	66 956,7	51 250,0	49 441,0
Secteur tertiaire	493 919,1	514 717,0	524 548,6	557 812,9	562 830,2	540 849,0	544 421,8	544 394,0	592 309,0
Commerce	104 658,8	104 992,9	112 667,6	132 095,9	130 350,9	112 594,9	107 875,8	115 136,0	103 466,0
Activités d'hébergement et de restauration	26 863,0	28 617,6	30 497,0	33 460,5	29 756,6	26 821,4	27 452,3	29 103,0	29 495,0
Transports et entrepôts	36 526,2	37 100,0	41 238,3	44 788,5	54 019,4	51 266,8	46 704,7	50 570,0	57 770,0
Postes et télécommunications	55 897,8	53 695,1	54 589,9	59 494,2	60 763,4	58 856,7	62 506,7	62 595,0	94 314,0
Services financiers	26 136,9	26 502,1	28 086,7	30 117,8	28 533,7	27 798,3	28 582,9	28 287,0	28 670,0
Services immobiliers et services aux entreprises	95 925,7	99 310,8	101 729,0	108 421,8	111 418,0	110 706,5	112 284,5	108 606,0	125 672,0
Autres services marchands	33 339,7	32 055,6	32 847,0	34 622,5	33 597,0	33 345,3	34 886,5	35 190,0	29 361,0

Comptes nationaux du Togo 2000 à 2007

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2 008
Services non marchands	138 975,7	157 188,5	149 118,3	142 933,4	141 033,8	145 415,0	150 817,1	142 078,0	151 339,0
SIFIM	-24 404,7	-24 745,7	-26 225,2	-28 121,7	-26 642,6	-25 956,0	-26 688,6	-27 171,0	-27 778,0
Total branche	1 036 007,0	1 057 425,3	1 100 489,8	1 170 518,8	1 151 196,0	1 110 148,9	1 142 814,9	1 133 883,0	1 178 458,0
Droits et taxes à l'importation (DTI)	155 216,8	143 607,7	146 502,7	160 273,0	166 572,2	146 128,1	146 755,1	140 533,0	147 728,0
<i>Dont TVA non déductible</i>	<i>42 739</i>	<i>46 651</i>	<i>45 058</i>	<i>53 955</i>	<i>58 469</i>	<i>63 070</i>	<i>76 410</i>	<i>84 633</i>	<i>89 102</i>
Produit intérieur brut (PIB)	1 191 224	1 201 033	1 246 992	1 330 792	1 317 768	1 256 277	1 289 570	1 274 416	1 326 186,0

Source: DGSCN, 2013

ANNEXE 4: CONSOMMATION FINALE

Tableau 26: Evolution de la consommation finale des ménages

Unité : 1 Million FCFA

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2 008
Valeur courante									
Produits alimentaires et tabac	359 505,0	377 481,1	413 193,9	403 431,6	415 403,0	505 250,1	518 402,5	554 764,0	676 808,0
Textiles, habillement, bois, édit et imprimerie.	20 072,5	18 978,8	20 780,6	21 796,0	45 519,4	46 088,1	60 705,4	70 525,0	92 795,0
Produits pétroliers	73 220,5	67 012,6	69 001,5	72 066,6	64 063,6	48 498,2	35 484,9	36 916,0	47 643,0
Produits manufacturiers	86 783,8	94 859,1	103 864,8	111 785,3	83 416,3	71 596,7	75 394,0	81 700,0	77 415,0
Energie et eau	22 673,2	24 334,9	26 433,2	27 560,9	28 582,8	27 525,5	28 679,5	28 985,0	28 279,0
Autres produits	25 267,2	25 882,0	28 361,6	30 035,0	28 117,7	27 030,9	28 769,0	29 983,0	27 205,0
Services d'hébergement et de restauration	65 643,1	67 111,4	73 482,8	77 959,6	73 165,4	69 349,7	72 059,0	75 741,0	69 890,0
Transports et communication	45 489,1	46 506,5	50 921,8	55 965,7	50 678,4	47 355,1	49 177,2	54 398,0	64 751,0
Services d'éducation	12 648,7	12 999,4	14 081,9	14 930,6	14 295,5	13 833,3	14 545,1	15 122,0	16 854,0
Services de santé et d'action sociale	7 346,4	7 521,4	8 204,0	8 724,1	8 289,3	7 965,2	8 322,8	8 657,0	9 132,0
Autres services	75 422,9	82 942,1	87 586,9	93 825,0	91 791,4	89 626,6	92 503,4	100 566,0	109 025,0
Total	794 072,4	825 629,3	895 912,9	918 080,3	903 322,9	954 119,3	984 042,7	1 057 357,0	1 219 797,0
valeur constante (base 100 en 2007)									
Produits alimentaires et tabac	399 517,6	406 140,2	420 188,3	439 545,1	458 435,2	483 985,7	525 636,8	554 764,0	552 207,0
Textiles, habillement, bois, édit et imprimerie.	20 487,3	19 550,1	21 467,9	22 037,2	43 699,7	44 942,3	59 420,4	70 525,0	92 369,0
Produits pétroliers	105 059,8	94 138,9	96 920,6	101 115,8	90 376,7	56 841,2	34 828,1	36 916,0	46 076,0
Produits manufacturiers	89 918,0	96 719,2	101 250,2	111 104,3	83 914,6	71 453,7	75 338,0	81 700,0	74 016,0
Energie et eau	23 055,9	24 704,9	26 135,8	27 174,1	29 013,3	27 919,6	28 679,5	28 985,0	28 279,0
Autres produits	31 083,0	31 041,9	31 977,8	34 251,0	32 321,7	29 530,2	29 913,3	29 983,0	26 822,0
Services d'hébergement et de restauration	75 181,5	76 296,5	81 598,1	82 483,2	74 904,6	70 586,2	72 232,0	75 741,0	68 802,0
Transports et communication	62 506,7	56 171,8	61 634,9	71 174,5	63 748,6	49 348,5	47 786,9	54 398,0	62 533,0
Services d'éducation	13 997,3	14 135,1	15 095,7	15 561,3	14 837,5	14 255,8	14 561,4	15 122,0	17 514,0
Services de santé et d'action sociale	8 034,4	8 193,4	8 620,3	8 744,8	8 295,4	7 911,3	8 299,3	8 657,0	8 617,0
Autres services	80 244,4	85 375,5	89 272,5	93 875,8	91 104,5	90 859,3	94 126,8	100 566,0	110 252,0
TOTAL	909 085,9	912 467,5	954 162,2	1 007 067,0	990 651,7	947 633,7	990 822,4	1 057 357,0	1 087 487,0

Source: DGSCN, 2013

Tableau 27: Evolution de la consommation finale publique

Unité : 1 Million FCFA

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Valeur courante									
Services d'administration publique	94 298,0	103 992,4	89 245,4	94 955,1	93 736,2	111 474,0	131 330,0	121 151,0	120 985,0
Services d'éducation	28 737,0	31 691,5	27 197,3	28 937,4	28 565,9	33 971,5	40 022,6	39 688,0	45 324,0
Services de santé et d'action sociale	9 267,0	10 220,2	8 770,9	9 332,0	9 212,2	10 955,5	12 906,9	12 829,0	17 150,0
Services immobiliers et services aux entreprises									1 152,0
Total	132 302,0	145 904,1	125 213,6	133 224,5	131 514,3	156 401,0	184 259,5	173 668,0	184 611,0
Valeur constante (base 100 en 2007)									
Services d'administration publique	111 398,1	134 471,6	115 043,0	118 455,2	116 869,6	136 939,9	144 216,1	121 151,0	115 722,0
Services d'éducation	31 604,1	34 247,1	28 975,0	29 973,0	29 465,4	34 792,2	39 819,5	39 688,0	44 942,0
Services de santé et d'action sociale	10 134,9	11 133,2	9 215,9	9 354,1	9 219,0	10 881,5	12 870,5	12 829,0	16 434,0
Services immobiliers et services aux entreprises									1 152,0
Total	153 137,3	179 852,0	153 233,4	157 782,2	155 553,7	182 613,4	196 905,6	173 668,0	178 250,0

Source: DGSCN, 2013

Tableau 28: Evolution de la consommation finale des institutions sans but lucratif au service des ménages

Unité : 1 Million FCFA

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Valeur courante									
Services d'éducation	3 434	3 593	3 747	3 961	4 089	4 234	4 480	4 611	3 358
Services de santé et d'action sociale	717	740	788	850	875	906	928	951	1 269
Services collectifs, sociaux et personnels	13 297	14 745	15 562	16 104	16 549	15 831	15 897	16 447	20 569
Total	17 448	19 078	20 097	20 915	21 513	20 971	21 305	22 009	25 196
Valeur constante (base 100 en 2007)									
Services d'éducation	3 800	3 907	4 016	4 129	4 244	4 363	4 485	4 611	3 393
Services de santé et d'action sociale	784	806	828	852	875	900	925	951	1 208
Services collectifs, sociaux et personnels	13 556	13 936	14 326	14 727	15 139	15 563	15 999	16 447	20 487
Total	18 141	18 648	19 171	19 707	20 259	20 826	21 410	22 009	25 088

Source: DGSCN, 2013

ANNEXE 5: FORMATIPON BRUTE DE CAPITAL FIXE

Tableau 29 : Evolution de la formation brute de capital fixe par produit

Unité : 1 Million FCFA

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Valeur courante									
Produits agricoles et d'élevage	2 242,0	2 596,2	2 620,8	1 196,6	2 977,2	3 746,2	3 984,6	4 429,0	4 626,0
Produits des autres activités de l'industrie	55 312,0	59 927,3	74 370,1	80 922,0	60 322,6	56 770,8	61 225,2	75 149,0	98 330,0
Travaux de construction	105 953,0	104 692,2	110 563,1	114 390,8	115 698,9	132 464,0	155 237,9	145 251,0	163 014,0
Services immobiliers et services aux entreprises	164,3	174,8	199,9	223,2	216,1	217,2	224,3	224,0	688,0
Total	163 671,4	167 390,4	187 754,0	196 732,6	179 214,8	193 198,2	220 671,9	225 053,0	266 658,0
Valeur constante (base 100 en 2007)									
Produits agricoles et d'élevage	4 581	4 583	3 564	1 270	5 201	6 094	6 004	4 924	4 244,0
Produits des autres activités de l'industrie	117 660	115 213	105 329	108 360	107 856	94 690	75 492	75 149	91 622,0
Travaux de construction	161 762	157 454	149 596	157 605	157 636	168 751	174 989	145 251	151 761,0
Services immobiliers et services aux entreprises	165	177	203	224	214	214	222	224	678,0
Total	283 035	276 380	258 337	268 401	269 819	268 210	255 260	225 053	248 305,0

Source: DGSCN, 2013

ANNEXE 6: EXPORTATIONS DE BIENS ET SERVICES

Tableau 30: Evolution des exportations de biens et services en valeur courante

Unité : 1 Million FCFA

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Produits agricoles	42 292	27 751	52 276	61 563	51 501	26 265	30 395	28 631	34 701
Café	4 836	2 699	1 988	2 225	3 813	4 741	6 355	6 838	6 345
Cacao	4 016	5 167	6 568	3 847	2 601	3 043	5 795	7 611	13 352
Coton fibre	30 112	16 382	40 625	52 343	42 129	15 979	15 806	12 000	13 584
Autres produits agricoles	2 349	2 450	2 099	2 125	2 223	1 670	1 780	1 465	896
Produits de l'exploitation forestière	979	1 052	997	1 023	735	832	659	717	524
Produits industriels	243 264	244 751	255 766	296 552	278 525	321 649	320 182	315 317	360 338
Phosphates	34 448	32 052	28 716	20 315	25 382	18 427	16 566	15 030	48 588
Autres produits de l'extraction	936	881	1 275	1 084	1 121	1 087	1 362	1 724	333
Produits alimentaires	18 277	19 838	21 443	30 055	22 252	31 277	25 947	33 061	45 382
Textiles, bois, produits de l'édition et d'imprimerie	17 021	17 625	20 350	24 387	13 690	12 536	14 662	12 836	20 028
Produits pétroliers raffinés	56 847	52 666	57 705	62 886	64 005	88 220	86 173	89 713	57 664
Matériaux de construction	53 511	56 876	59 202	61 473	62 326	66 726	67 307	64 999	66 603
Produits des autres activités de l'industrie	41 234	43 313	42 189	68 310	59 153	71 817	74 756	66 008	79 895
Electricité	20 990	21 500	24 886	28 043	30 597	31 559	33 409	31 946	41 845
Services	38 430	41 891	50 375	44 366	66 697	79 826	83 962	91 976	113 529
Services d'hébergement et de restauration	899	938	789	1 042	1 048	1 418	1 998	2 147	2 785
Services de transports	8 166	8 963	13 996	12 451	24 564	42 169	42 433	51 570	46 323
Services de postes et télécommunications.	4 853	6 527	4 970	4 964	5 734	6 195	8 330	6 325	23 202
Services financiers	3 328	3 447	3 233	2 692	3 025	3 612	3 477	5 011	5 516
Autres services	21 183	22 017	27 387	23 217	32 325	26 432	27 724	26 923	35 703
Total	323 986	314 393	358 417	402 481	396 723	427 739	434 539	435 924	508 568

Source: DGSCN, 2013

Tableau 31: Evolution des exportations de biens et services en valeur constante (base 100 en 2007)

Unité : 1 Million FCFA

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Produits agricoles	52 842	30 927	43 736	55 630	42 852	27 317	30 087	28 631	31 386
Café	9 928	5 808	3 947	4 951	6 999	6 489	7 503	6 838	7 210
Cacao	5 580	4 843	5 186	4 282	3 077	3 481	6 550	7 611	11 315
Coton fibre	33 329	16 130	31 283	42 647	29 192	14 704	13 426	12 000	11 415
Autres produits agricoles	2 656	2 749	2 098	2 488	2 666	1 652	1 921	1 465	922
Produits de l'exploitation forestière	1 349	1 396	1 222	1 263	918	992	687	717	524
Produits industriels	297 393	307 536	325 294	392 311	349 117	352 785	325 100	315 317	301 218
Phosphates	23 703	24 410	24 534	21 107	24 362	20 048	17 246	15 030	16 178
Autres produits de l'extraction	949	982	1 342	1 180	1 199	1 073	1 388	1 724	307
Produits alimentaires	23 375	24 160	24 627	36 755	26 927	32 338	27 115	33 061	41 594
Textiles, bois, produits de l'édition et d'imprimerie	18 211	18 825	21 384	26 402	14 399	12 020	14 664	12 836	31 856
Produits pétroliers raffinés	104 640	108 291	122 755	138 276	118 663	115 687	87 355	89 713	45 620
Matériaux de construction	58 141	60 170	60 650	64 303	67 251	70 901	69 217	64 999	60 943
Produits des autres activités de l'industrie	46 007	47 551	43 275	73 611	62 834	68 359	74 718	66 008	63 991
Electricité	22 366	23 147	26 728	30 677	33 481	32 358	33 397	31 946	40 729
Services	46 115	47 686	58 843	52 371	80 964	86 831	84 312	91 976	113 597
Services d'hébergement et de restauration	1 029	1 065	875	1 101	1 072	1 442	2 002	2 147	2 186
Services de transports	13 238	13 700	21 414	19 673	38 340	49 537	42 451	51 570	43 834
Services de postes et télécommunications.	5 292	5 477	4 191	4 493	5 220	5 532	7 833	6 325	25 342
Services financiers	3 299	3 414	3 104	2 425	2 748	3 437	3 440	5 011	6 138
Autres services	23 257	24 030	29 259	24 679	33 584	26 882	28 585	26 923	36 097
Total	396 350	386 149	427 873	500 312	472 933	466 932	439 498	435 924	446 201

Source: DGSCN, 2013

ANNEXE 7: IMPORTATIONS DE BIENS ET SERVICES

Tableau 32: Evolutions des importations de biens et services en valeur courante

Unité : 1 Million FCFA

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Produits agricoles	9 263	18 979	21 438	15 967	9 840	12 645	10 361	12 157	11 720
Produits d'extraction	1 541	3 413	4 233	5 933	4 678	5 793	7 933	9 720	9 237
Agroalimentaires	36 211	48 872	47 234	48 046	45 688	44 564	54 464	63 452	69 985
Textiles, bois, produits de l'édition et d'imprimerie	26 559	35 499	35 688	40 959	47 263	49 895	59 305	60 971	69 984
Produits pétroliers raffinés	193 031	156 853	159 099	167 337	235 610	263 218	218 508	221 083	236 408
Matériaux de construction	18 312	27 614	24 178	25 033	28 405	24 320	40 902	31 382	40 037
Autres produits	95 446	124 335	145 299	180 430	133 315	141 176	167 463	174 561	202 680
Electricité	20 156	27 500	29 160	30 180	32 344	34 472	35 455	33 113	47 454
Importations de biens	400 519	443 064	466 329	513 884	537 142	576 083	594 390	606 439	687 505
Services d'hébergement et de restauration	102	1 604	1 705	1 022	1 159	2 512	1 620	2 211	2 167
Services de transports	15 957	12 937	15 685	21 480	16 532	20 151	21 120	22 086	23 347
Services de postes et télécommunications	1 579	2 255	3 008	4 484	3 306	3 331	2 561	3 778	8 832
Services financiers	1 580	4 694	3 755	2 498	2 357	1 957	2 071	3 981	2 686
Autres services	8 839	9 329	13 934	13 860	16 666	12 074	12 592	20 059	21 696
Importations de services	28 057	30 819	38 087	43 345	40 020	40 025	39 964	52 115	58 728
Total	428 576	473 883	504 416	557 228	577 162	616 108	634 354	658 554	746 233

Source: DGSCN, 2013

Tableau 33: Evolutions des importations de biens et services en valeur constante (base 100 en 2007)

Unité : 1 Million FCFA

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Produits agricoles	19 009	19 535	21 828	16 444	10 010	12 661	10 021	11 765	11 439
Produits d'extraction	3 583	3 610	4 610	6 463	4 939	5 678	8 053	9 720	8 399
Agroalimentaires	46 630	48 429	47 501	50 405	45 778	44 509	55 957	63 452	67 677
Textiles, bois, produits de l'édition et d'imprimerie	32 873	34 649	34 747	39 446	44 612	47 195	56 359	61 363	70 784
Produits pétroliers raffinés	293 698	299 573	315 726	349 834	377 251	316 719	221 061	221 087	188 797
Matériaux de construction	27 762	28 151	23 921	25 361	29 819	25 250	41 494	31 382	34 035
Autres produits	115 964	120 684	136 434	172 595	129 485	137 062	163 968	174 561	197 365
Electricité	26 709	27 589	29 186	30 766	36 325	36 274	35 442	33 113	44 049
Importations de biens	566 228	582 219	613 953	691 314	678 218	625 348	592 356	606 443	622 545
Services d'hébergement et de restauration	1 720	1 726	1 724	1 061	1 173	2 530	1 626	2 211	2 167
Services de transports	17 949	18 186	21 647	30 694	23 366	23 547	21 078	22 086	22 618
Services de postes et télécommunications	1 836	1 863	2 440	3 765	2 773	2 882	2 261	3 778	8 354
Services financiers	4 788	4 854	3 848	2 513	2 343	1 857	2 036	3 981	2 685
Autres services	10 173	10 416	15 200	15 114	17 060	12 020	12 699	20 055	21 133
Importations de services	36 466	37 045	44 858	53 147	46 715	42 837	39 701	52 111	56 957
Total	602 694	619 264	658 811	744 460	724 933	668 185	632 057	658 554	679 502

Source: DGSCN, 2013

ANNEXE 8 : TABLEAUX DES EQUILIBRES RESSOURCES ET EMPLOIS

Tableau 34 : Equilibre ressources emplois à prix courant

Unité : 1 Million FCFA

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Total des ressources	1 488 127	1 559 617	1 688 375	1 784 196	1 768 942	1 819 039	1 862 882	1 932 970	2 228 593
PIB aux prix du marché	1 059 553	1 085 734	1 183 959	1 226 968	1 191 780	1 202 931	1 228 528	1 274 416	1 482 360
Importations de biens et services	428 574	473 883	504 416	557 228	577 162	616 108	634 354	658 554	746 233
Total des emplois	1 488 127	1 559 617	1 688 375	1 784 196	1 768 942	1 819 039	1 862 882	1 932 970	2 228 593
Consommation finale	943 822	990 612	1 041 223	1 072 220	1 056 350	1 131 491	1 189 607	1 253 034	1 429 604
Privée	811 520	844 708	916 010	938 996	924 836	975 090	1 005 348	1 079 366	1 244 993
Publique	132 302	145 904	125 213	133 224	131 514	156 401	184 259	173 668	184 611
Formation brute de capital fixe	155 559	167 390	187 754	196 732	179 215	193 198	220 672	225 053	266 658
Privée	108 821	128 552	160 226	170 125	145 067	141 987	155 307	191 273	218 924
Publique	46 738	38 838	27 528	26 607	34 148	51 211	65 365	33 780	47 734
Variation des stocks	89 767	87 222	100 981	112 763	136 654	66 611	18 064	18 959	23 763
Exportations de biens et services	298 979	314 393	358 417	402 481	396 723	427 739	434 539	435 924	508 568

Source: DGSCN, 2013

Tableau 35: Equilibre ressources emplois en valeur constante (base en 100 en 2007)

Unité : 1 Million FCFA

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Total des ressources	1 793 917	1 820 297	1 905 804	2 075 252	2 042 702	1 924 462	1 921 627	1 932 970	2 005 688
PIB aux prix du marché	1 191 224	1 201 033	1 246 992	1 330 792	1 317 768	1 256 277	1 289 570	1 274 416	1 326 186
Importations de biens et services	602 694	619 264	658 811	744 460	724 933	668 185	632 057	658 554	679 502
TOTAL des emplois	1 793 917	1 820 297	1 905 804	2 075 252	2 042 702	1 924 462	1 921 627	1 932 970	2 005 688
Consommation finale	1 080 364	1 110 968	1 126 567	1 184 556	1 166 464	1 151 073	1 209 137	1 253 034	1 290 825
Privée	927 227	931 116	973 333	1 026 774	1 010 911	968 460	1 012 232	1 079 366	1 112 575
Publique	153 137	179 852	153 233	157 782	155 554	182 613	196 906	173 668	178 250
Formation brute de capital fixe	199 090	207 350	214 987	233 766	215 541	233 073	254 174	225 053	248 305
Privée	133 909	154 540	180 369	198 736	170 455	165 684	173 756	191 273	204 368
Publique	65 181	52 810	34 619	35 030	45 087	67 390	80 418	33 780	43 937
Variation des stocks	118 113	115 831	136 377	156 618	187 763	73 384	18 818	18 959	20 357
Exportations de biens et services	396 350	386 149	427 873	500 312	472 933	466 932	439 498	435 924	446 201

Source: DGSCN, 2013